



# CHILIENS

# DU CHILI EN COÛTE

PERIODIQUE MENSUEL  
N° 9 - 10.

REDACTION : Boîte postale n° 88 4000 LIEGE - BELGIQUE  
F.B. 30-



**2500 PATRIOTES CHILIENS  
SEQUESTRES PAR LA DICTATURE  
ONT DISPARU...**

**SAUVER LE CHILI, C'EST  
VAINCRE LE FASCISME!**

SOLIDARITE et PRESSION INTERNATIONALE  
POUR SAUVER LA VIE DES SEQUESTRES de  
PINOCHET et Co.

Affiche publiée en Algérie.

... GÉNÉRAL, QUAND ESTIMEZ-VOUS QUE PRENDRONS FIN LES TORTURES, LES PERSECUTIONS, ET LES DETENTIONS ARBITRAIRES?



DIEU SEUL LE SAIT!

QUAND SERA CONJURÉE L'INFLATION QUI AFFECTE LES FOYERS LES PLUS MODESTES ET QUAND COMMENCERA LA RELANCE ECONOMIQUE ANNONCÉE?



DIEU SEUL LE SAIT!

... LE CHÔMAGE AUGMENTE DE FAÇON ACCÉLÉRÉE, LES INDICES DE DENUTRITION SONT ALLARMANTS EST-CE QUE LA SOLUTION EST PROCHE?



DIEU SEUL LE SAIT!

... A VOTRE AVIS, À QUAND LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION, LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LES ELECTIONS DEMOCRATIQUES?



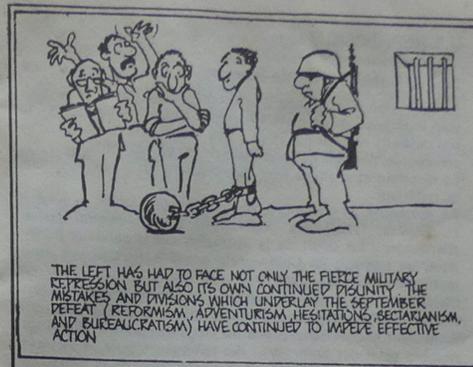
DIEU SEUL LE SAIT!

... AURIEZ-VOUS QUELQUE CHOSE À AJOUTER ?

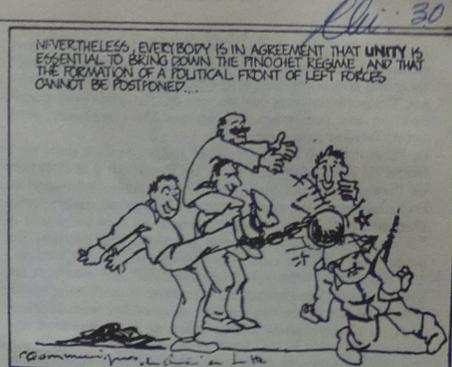


... OUI, SURTOUT POUR VOUS REMERCIER DE CETTE ENTRE-VUE, ET J'ESPÈRE QUE MES PAROLES MONTRE RONT À CEUX INFLUENCÉS PAR LA CAMPAGNE MARXISTE LE PROFOND CONTENU CHRÉTIEN DE MON RÉGIME!

"Comunicados de Chile en Lucha"



THE LEFT HAS HAD TO FACE NOT ONLY THE FIERCE MILITARY REPRESSION BUT ALSO ITS OWN CONTINUED DISUNITY. THE MISTAKES AND DIVISIONS WHICH UNDERLAY THE SEPTEMBER DEFEAT (REFORMISM, ADVENTURISM, HESITATIONS, SECTARIANISM, AND BUREAUCRATISM) HAVE CONTINUED TO IMPERE EFFECTIVE ACTION



NEVERTHELESS, EVERYBODY IS IN AGREEMENT THAT UNITY IS ESSENTIAL TO BRING DOWN THE PINOCHET REGIME, AND THAT THE FORMATION OF A POLITICAL FRONT OF LEFT FORCES CANNOT BE POSTPONED...

L'UNION FAIT LA FORCE... La Gauche a dû non seulement faire face à la répression militaire, mais aussi à sa désunion. Les erreurs et divisions qui faciliteront la défaite du 11 septembre continuent à empêcher une action effective.

Cependant, tout le monde est d'accord que l'UNITE est essentielle pour renverser le régime de Pinochet, et que la formation d'un Front politique des forces antifascistes ne peut pas être ajournée. ("Chile Newsletter", Berkeley, California, USA.)

## SOMMAIRE

A. RESISTANCE	3	B.9 Divers	13
B.1 Répression	4	C. INFORMATIONS INTERNATIONALES	14
B.2 Politiques	5	C.1 Organismes Internationaux	14
B.3 Economie	6	C.2 Relations Internationales	15
B.4 Syndicales	9	C.3 Solidarité	18
B.5 Culturelles	9	D. INFORMATIONS BELGO-CHILIENNES	20
B.6 Eglises	10	D.1 Relations Belgo-Chiliennes	20
B.7 Militaires	11	D.2 Solidarité	21
B.8 Sociales	12		

## A. RESISTANCE

### Les travailleurs et la résistance

La Centrale Unique des Travailleurs (CUT) groupait au moment du coup d'Etat 90 p.c. des travailleurs organisés dans des syndicats.

Immédiatement après le putsch, la dictature déclara illégale la CUT, comme également le Syndicat Unique des Travailleurs de l'Education (SUTE), qui réunissait tous les professeurs, personnel administratif, etc. Le reste des organisations syndicales reste dans une situation ambiguë et légalement indéfinie.

Simultanément à cela, la dictature élimine tous les droits syndicaux essentiels et procède à l'arrestation, et dans beaucoup de cas à l'assassinat et à la torture d'un grand nombre de cadres syndicaux.

Dès le premier moment, la junte tâche de monter une organisation syndicale propre, dirigée par les quelques syndicalistes fascistes ou pro-fascistes qui existaient au Chili. Elle échoue dans son propos car les organisations syndicales et les travailleurs ne font pas écho aux désirs de la junte.

La répression qui se déchaîne empêche dans le premier temps que le mouvement syndical aie une expression publique, sauf dans quelques secteurs qui collaborent avec la junte.

Cependant, avec le temps, avec l'intensification de la crise économique, la faim, la misère et la répression, les travailleurs de base obligent beaucoup de dirigeants à adopter une position d'opposition à la dictature. D'un autre côté, beaucoup de fédérations, qui ont perdu leurs dirigeants à cause de la répression, découvrent que par le fait de n'avoir pas été déclarées illégales, elles peuvent réaliser des activités et décident de le faire publiquement et légalement.

Et c'est ainsi qu'il se produit un fait très particulier à la situation chilienne, à savoir que là bas, aujourd'hui, il n'y a pas de syndicats fascistes, corporatifs ou verticaux, comme non plus il n'y en a pas de clandestins. Il y a simplement des syndicats et leurs Fédérations Nationales qui réalisent leur action le plus publiquement qu'ils peuvent et dont la majorité est adverse de la dictature.

L'accroissement de l'action syndicale publique mène ces organisations à chercher la façon de se coordonner au niveau national, régional et local, ce qui, dans certains cas, signifie des progrès réellement importants, bien que dans d'autres ils attirent l'attention des appareils répressifs.

La CUT organisa, dès le premier moment, son équipe de direction et ses équipes de travail, dans la plus rigoureuse clandestinité, et à travers elle se lie directement avec les syndicats.

### Formes de lutte et principales actions menées par le mouvement syndical au Chili

Les conditions de répression intensifiées et soutenues ont obligé les organisations syndicales à chercher des formes de lutte qui leur permettent de faire sentir leur poids dans la société.

### Lutte économique

La situation produite par la perte constante du pouvoir d'achat des salaires des travailleurs causée par l'inflation déchaînée par le chômage qui arrive déjà à 25 p.c. de la force de travail, a posé le besoin objectif de faire tout le possible pour obtenir n'importe quel avantage, si minime soit-il. C'est ainsi que les droits de pétition, de négociation et de grève étant défendus, les travailleurs ont employé la méthode de réaliser des enquêtes ou études économiques dans lesquelles on montre la situation réelle des affiliés de chaque secteur et à partir de laquelle on présente aux patrons et à l'autorité les objectifs syndicaux. Ce type d'action a été réalisé par toutes les Fédérations Nationales et par de nombreux syndicats.

### Lutte contre la législation fasciste

Pendant les trois ans de dictature, celle-ci a présenté quatre initiatives destinées à modifier la législation sociale et syndicale. Ces initiatives ont été affirmées par le mouvement syndical à travers des déclarations, des lettres publiques, des lettres au Ministre du Travail, etc. Les tentatives de la dictature sont les suivantes:

imposer un nouveau code du travail dans lequel  
mise le mouvement ouvrier à la base, on interdit le droit  
ve, la coordination et la centralisation au niveau natio-  
après les mêmes déclarations des autorités et en consi-  
on aux nombreuses objections des travailleurs, elles  
différer leur approbation.

Le statut Social de l'Entreprise", un projet de la junte par  
on prétendait incorporer un travailleur à la direction  
entreprise, mais seulement d'un caractère informatif et  
ivement pour des matières du travail, ce qui empêchait  
ment toute participation réelle et sert seulement à  
rer" les travailleurs aux décisions des patrons. Ce  
a été repoussé par l'ensemble du mouvement syndical.  
statut de formation Professionnelle" qui modifiait les  
ures déjà existantes dans le pays. Il laissait exclusive-  
dans les mains des entrepreneurs et de l'Etat: la direc-  
a supervision et la réalisation de l'enseignement des  
eurs.

La réforme de la Prévoyance Sociale" qui établissait la  
sation de la sécurité sociale et imposait l'affiliation  
uelle, empêchait toute influence de l'Organisation des  
eurs dans toute chose tellement décisive pour leurs  
s.



#### Pour les droits syndicaux

En 198 qui interdit les élections syndicales démocrati-  
né un refus public de la part de toutes les organisa-  
cales.

#### Contre la propagande fasciste

due à l'existence de la censure pour faire connaî-  
es opinions du mouvement syndical, spécialement  
ractère démocratique et de défense des droits de  
obligé la mise en circulation d'une série de docu-  
estins.

#### Pour la culture et l'éducation

urs chiliens ont grandement stimulé pendant ces  
es années, toute activité culturelle comme un  
récupération de l'expression démocratique du  
é par le fascisme. C'est ainsi que se sont réalisés des  
oriques, de théâtre, des expositions de peinture et  
des hommages à Pablo Neruda, etc.

"Rapport sur la situation syndicale au Chili", pré-  
Commission Extérieure de la C.U.T. Paris - Saint-  
976)

## B.1 REPRESSION

### Nouvelle manœuvre de Pinochet

La libération d'un groupe de prisonniers politiques et la déci-  
sion antérieure de permettre le retour au Chili des exilés qui le  
souhaitaient ne sont pas dues à une idée subite de Pinochet et  
compagnie, pas plus qu'à un changement de politique.

Le dictateur et sa clique sont harcelés, tant sur le plan intérieur  
qu'extérieur.

Le dimanche 21 novembre, un ministre du régime, le général  
H. Bèjares, faisait des déclarations à la télévision ouest-  
allemande: "En dépit de la libération des prisonniers politi-  
ques, les ennemis du Chili continueront à chercher des argu-  
ments pour nous attaquer".

Toutefois, tout le monde sait que le nombre des prisonniers  
libérés (300) ne représente qu'une infime partie de ceux qui  
demeurent encore dans les prisons fascistes: moins de 5 p.c. du  
nombre total des hommes et des femmes entassés et torturés  
dans les prisons et camps de concentration de la junte. La  
junte militaire se trompe grossièrement si elle s'imagine que les  
manœuvres auxquelles elle a recours peuvent faire oublier les  
crimes des généraux de Santiago.

Pinochet s'est empressé de déclarer que la libération des pri-  
sonniers politiques ne signifiait pas un adoucissement de la  
part du régime ou une crainte de l'attitude que pourrait adop-  
ter le futur président des Etats-Unis, James CARTER, qui a  
exprimé son souci pour la violation des Droits de l'Homme au  
Chili.



Toutefois le régime n'agit pas de son propre chef; ses décisions  
les plus récentes sont, de toute évidence, des "suggestions" de  
la CIA et d'autres milieux réactionnaires nord-américains qui,  
tout comme ils sont intervenus et ont perpétré le putsch, ont  
continué d'orienter, de conduire et d'aider la dictature. Il est  
notoire que ces milieux ont recommandé une nouvelle ma-  
noœuvre dans le but incontestable d'améliorer l'image du ré-  
gime, d'apaiser l'opinion publique mondiale et de chercher à  
garantir la continuité de la dictature chilienne.  
("Gramma", La Havane, 5 décembre 1976)

### La "Justice" militaire chilienne: les assassins se proté- gent

Un tribunal militaire, sous les ordres du général A.PINO-  
CHET, a acquitté Diego IZQUIERDO, une des personnes direc-  
tement impliquées dans l'assassinat du général R. SCHNEIDER  
alors Commandant en Chef de l'Armée de terre, qui avait été  
perpétré en octobre 1970, en vue d'empêcher l'investiture de  
Salvador ALLENDE.

Après le putsch du 11 septembre 1973, toutes les personnes  
qui avaient trempé dans l'assassinat de SCHNEIDER ont tour à  
tour été libérées.

L'assassinat du général SCHNEIDER obéissait à un plan pré-  
paré par la CIA, de connivence avec des secteurs de la droite  
chilienne et quelques officiers généraux complices.

("El Dia", Mexico, 3 décembre 1976)

### Il reste encore des milliers de prisonniers politiques

L'organisation "Amnesty International" fait remarquer qu'il y  
a presque 5.000 prisonniers politiques au Chili, dont un millier  
seulement ont été condamnés à la suite d'un procès et qui  
restent actuellement détenus. La junte chilienne en libérant  
300 personnes, fait semblant de relâcher tous ses prisonniers  
politiques alors qu'il ne s'agit que des camps officiellement  
reconnus de Tras Alamos, Quatro Alamos et Puchuncavi. L'or-  
ganisation constate, avec profonde inquiétude le nombre crois-  
sant de "disparitions" au Chili malgré les démentis des auto-  
rités militaires à ce sujet.

("La Libre Belgique", Bruxelles, 22 novembre 1976)

(NDLR. D'après des informations de l'intérieur, le camp de  
concentration de Chacabuco aurait été réouvert pour recevoir  
principalement des militaires)

Huit dirigeants syndicaux ont été arrêtés depuis une semaine  
au Chili.

("Le Monde", Paris, 28 novembre 1976)



NON au fascisme meurtrier, du peintre  
Patricio Nuñez (chilien)



## B.2 POLITIQUES

### La Gauche Chrétienne du Chili: 5 années de lutte

Il y a cinq ans, s'est créé le Parti "Izquierda Cristiana de  
Chile". Pendant ce temps, la IC a passé 22 mois dans la légalité  
et 37 dans la clandestinité, luttant contre la dictature terroriste  
et fasciste.

La IC est un des partis qui forment l'Unité Populaire.  
L'ancien ministre IC du gouvernement ALLENDE, Pedro  
Felipe RAMIREZ, dans son message d'anniversaire déclarait:  
"Notre Parti, La Gauche Chrétienne du Chili, arrive à sa cin-  
quième année de vie, cinq ans de lutte, d'apprentissage et d'es-  
pérance. Toutes les raisons pour lesquelles nous sommes nés -  
politiques, historiques et culturelles - continuent à être vala-  
bles. La nature profondément anti-populaire, anti-chrétienne  
et anti-évangélique du fascisme a ouvert bien des yeux, mis en  
alerte beaucoup de coeurs et a convaincu de nombreuses per-  
sonnes qui dans le passé étaient réticentes face à nos convic-  
tions".

(La Rédaction du "Communiqués du Chili en Lutte")

### Une nouvelle campagne de la terreur... et de peur. La panique commence à prendre parmi les fascistes

"La croissante campagne extérieure contre le pays n'est pas  
inspirée par le propos de restaurer la démocratie libérale au  
Chili, mais à provoquer l'échec et l'écroulement du régime  
militaire.

A l'extérieur, il y a des éléments qui cultivent la haine et le  
désir de la revanche. Personne ne pourrait se faire des illusions  
sur ce que signifie, dans la pratique, l'accomplissement des  
propos hostiles au régime militaire. Les cas du Vietnam, du  
Cambodge et de l'Angola se répèteraient dans notre pays. Ce  
processus pourrait s'insinuer avec des modalités qui cache-  
raient la vérité sur le changement.

Ceux qui pensent au Chili que la haine extérieure a pour cible  
seulement le président Pinochet, les membres de la junte et  
autres hautes personnalités, se trompent complètement. La re-  
vanche communiste n'épargnera aucun homme d'armes, aucun  
chef, officier, sous-officier ou soldat, aucun fonctionnaire civil  
qui aurait prêté ses services au régime militaire et enfin, per-  
sonne qui collabore activement ou passivement avec la situa-  
tion établie".

"Ceux qui seraient gravement affectés avec un renversement de  
la situation sont, parfois, les critiques les plus exigeants du  
régime et les moins coopérants. Il y en a beaucoup qui pren-  
nent leur distance et regardent, comme d'un balcon, les évé-  
nements, comme si ce qui est en train de se passer ne les engage  
pas ni eux ni leurs familles.

"Il est donc nécessaire que l'opinion publique ne se laisse pas  
confondre ni qu'elle ne perde sa présence d'esprit.

"Les chiliens responsables estiment sans doute indispensable le  
régime actuel et aucune personne de bon sens ne pourrait dési-  
rer que les militaires s'éloignent du pouvoir. Le seul énoncé de  
cette perspective le rend indésirable, si nous considérons ce qui  
arrivera après.

("El Mercurio", Santiago, 13 novembre 1976)

(NDLR. Les craintes que le journal de la junte "El Mercurio"  
énumère au public sont les mêmes que la réaction exprimait  
lors de sa campagne de terreur pour faire peur aux gens et les  
persuader à ne pas voter pour ALLENDE en exposant comme  
motif la mauvaise influence que les communistes allaient avoir  
au gouvernement. Pour les militaires, c'est le fameux "PlanZ"  
que les putschistes présentèrent aux forces armées pour mieux  
se servir d'elles et ce furent eux qui tuèrent, assassinèrent,  
torturèrent, humilièrent et maintiennent en prison leurs pro-  
pres camarades d'armes. Ne serait-ce pas les membres de la  
junte qui commenceraient à avoir peur du futur?)



**La démocratie à la Pinochet... dénoncée comme absurde par le Vatican**

"Radio Vatican" annonce "l'absurdité politique" d'une récente déclaration du général PINOCHET. Dans son émission de "Radio Dimanche", l'émetteur du Vatican compare à la quadrature du cercle la définition par le général de la "DEMOCRATIE TOTALITAIRE". "Pour ne pas devenir fou, a ajouté "Radio Vatican", nous avons recouru au dictionnaire de l'Académie royale d'Espagne reconnu aussi par l'Académie du Chili. Or, dans cet ouvrage, les deux mots sont présentés comme inconciliables". Et la radio conclut: "Pinochet parle du géant marxiste, mais c'est précisément sa "démocratie totalitaire" qui change en géant une utopie aux pieds d'argile". Le général PINOCHET a écarté toute possibilité de retour de son pays à un régime de démocratie représentative, dans une interview accordée à la télévision colombienne et diffusée à Bogota.

Le général PINOCHET a notamment affirmé que "le Chili a mis en marche avec succès une expérience basée sur une démocratie totalitaire. Le Chili, a-t-il ajouté, ne reviendra jamais à la démocratie représentative qui est un système dépassé. NOUS avons pensé (?) pour le Chili à une démocratie totalitaire dans la mesure où est apparu un géant qui est le marxisme". Le général PINOCHET a ajouté: "Si on n'agit pas avec force, unité et vigueur, le marxisme s'infiltrer et la démocratie disparaît. Je peux vous dire que dans le futur, le Chili va établir des institutions d'une démocratie totalitaire dont nous avons déjà mis au point les premières bases. Maintenant la conception de la nouvelle démocratie totalitaire est tout à fait claire pour nous". Parmi d'autres affirmations du général PINOCHET aux journalistes chiliens on peut relever: "Je suis chrétien et donc ennemi de la peine de mort..." "J'admire le général FRANCO..." "Au Chili, nous faisons la révolution non pas en partant du principe que la terre est à ceux qui la travaillent mais du principe qu'il faut lui faire produire chaque jour d'avantage..." ("La Cité", Bruxelles, 23 décembre 1976)

**A propos de la libération de Luis CORVALAN**

"Luis CORVALAN, Secrétaire Général du Parti Communiste Chilien a été libéré grâce à la vaste campagne de solidarité internationale et à l'important soutien de tous les peuples et gouvernements révolutionnaires, démocratiques et progressistes, socialistes en particulier. "Durant sa détention qui a duré plus de 3 ans, le camarade CORVALAN a stoïquement supporté les mauvais traitements physiques et moraux de l'île Dawson, de Ritoque, de Tres Alamos et autres camps de concentration de la dictature. Il n'a jamais été inculpé et aucune charge n'a été retenue contre lui. Il a été isolé et soumis aux travaux forcés qui ont aggravé son état de santé assez affecté avant le coup d'Etat. "La liberté de CORVALAN et d'autres prisonniers politiques qui font partie des milliers de détenus jugés et condamnés qui remplissent les prisons et les camps fascistes est un échec pour la junte militaire qui a dû adopter ces résolutions dans le but d'améliorer son odieuse image et obtenir les grâces de ses protecteurs impérialistes.

"La liberté de Luis CORVALAN est une joie pour le Chili patriotique et pour les peuples du monde entier. Sa présence à l'extérieur constitue un apport extraordinaire à la lutte contre la dictature qui se poursuivra avec la même force et la même combativité. (Extraits de la déclaration officielle du Parti Socialiste chilien à l'occasion de la liberté de Luis Corvalan)



Luis CORVALAN en prison. (dessin d'un ancien prisonnier de Pinochet) Edité au Danemark

**B.3 ECONOMIE**

**Qui offre plus! Les enchères continuent...**

En accord avec sa politique de livraison totale des richesses nationales aux capitaux étrangers, la junte militaire chilienne donnera aux entreprises étrangères toutes les facilités pour explorer et exploiter l'uranium et les autres minéraux radioactifs du pays. Il y a jusqu'à présent 19 corporations minières internationales et nationales inscrites, bien que ces dernières représentent dans les faits des intérêts étrangers, de ce fait les corporations nationales seront de simples intermédiaires. Les autorités chiliennes projettent la construction d'un réacteur nucléaire de 1.200 mégawatts et dont le prix serait de l'ordre de 100 millions de dollars. Le Chili possède un réacteur de recherche de 5 mégawatts, appartenant à la Commission d'Energie Nucléaire et un autre d'une puissance similaire et qui appartient à l'armée de terre.

**La faim et la misère: politique de la junte**

La revue catholique chilienne "Mensaje", dans son numéro de novembre, écrit que la population du Chili a eu à supporter, l'an dernier, une diminution considérable dans la consommation d'aliments essentiels. "Mensaje", qui fonde ses affirmations sur des données officielles, affirme que, comparativement à 1972 (Unité Populaire), la consommation des Chiliens s'est réduite de 20 p.c. pour les produits à base de blé, de 19 p.c. pour le riz, de 22 p.c. pour le sucre, de 50 p.c. pour l'huile, de 20 p.c. pour les légumineuses et de 6 p.c. pour les pommes de terre. ("Mensaje", No 253, Santiago, 1976)

**L'économie de la junte: résultats obscurs**

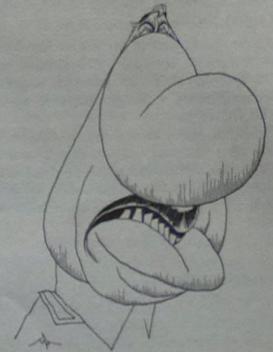
Les faits, les chiffres et les antécédents rapportés par les organismes officiels de la junte ont provoqué une recrudescence des critiques à la politique économique du gouvernement et aux résultats obtenus après plus de trois années de "traitement": - l'inondation de produits importés confrontée à la passivité de l'industrie nationale en dépression;

- l'éloignement définitif du Chili du Pacte Andin et la perte des marchés pour certains secteurs de la production;
- plus de 170 p.c. d'inflation en 12 mois à laquelle il faut ajouter l'activité productive et commerciale restreinte;
- la tendance à la hausse des taux d'intérêts qui enchérit le coût de l'argent;
- les résultats de l'enquête de l'Institut National de Statistique sur le chômage qui indique un taux de plus de 20 p.c.;
- la dépression dans l'agriculture...

Avec différentes nuances, la critique n'est déjà plus l'exclusivité des secteurs des travailleurs et de quelques secteurs patronaux isolés. Il y a des symptômes qui montrent qu'elle est entrée aussi aux sièges et aux directions des organismes patronaux. Le Président de la Société d'Encouragement Industriel (l'équivalent à la Fédération des Entreprises Belges), Domingo Arteaga, dans une attitude sans précédent, qualifia de "mauvais" l'IPC du mois dernier. La même chose, en un ton encore plus sévère, fut dite par le président de la Chambre de Commerce de Santiago, Guillermo ELTON, pendant que les entrepreneurs agricoles prolifèrent des déclarations pleines de préoccupations. Le président de la Fédération des Syndicats des Producteurs Avicoles, Alfonso LARRAIN se prononce en disant que "l'échéma économique de liberté des prix, de compétition et de marché, et en général les normes rigides et mathématiques avec lesquelles on veut développer la production du pays, ne peuvent être appliquées intégralement à l'activité agricole parce que celle-ci n'est pas régie par des lois mathématiques mais par des lois naturelles et des cycles biologiques"... Et beaucoup se posent aussi des questions sur le point de savoir si la théorie monétaire du marché libre peut s'appliquer intégralement aux autres activités, quand ses agents sont des hommes et non des êtres mathématiques. Ceux qui regardent au-delà de la "conjoncture" montrent aussi leur préoccupation pour le futur. L'ex-doyen de la Faculté d'Economie, Rolf LUDERS, dit que l'un des principaux problèmes actuels est encore la très haute inflation: "c'est ainsi qu'il n'est pas possible de penser à une réactivation permanente et notoire et encore moins en un processus de sain développement sans une réduction préalable du taux d'inflation à des niveaux "normaux" pour le pays, cela veut dire de 20 à 30 p.c. par an". ("Ercilla", Santiago, 23 novembre 1976)



Les travailleurs appuyaient le gouvernement populaire et ses réalisations.



Pinochet: trop de gueule... Point de cervelle... (vu par "L'Unité" Paris)

**la sobriété des nouveaux riches**

Malgré la réduction budgétaire pour les organismes de l'Etat, il y a des services publics qui font de très fortes dépenses pour meubler les bureaux avec un luxe qui choque l'opinion publique. La résistance de la part de certains chefs de service pour se maintenir dans une ligne de sobriété est en train de produire un préjudice économique à la collectivité et détériore l'image du gouvernement qui veut faire croire que les sacrifices sont partagés équitablement par tous. ("El Mercurio", Santiago, 7 novembre 1976)

**... Et le fer et l'acier... bientôt aux Japonais...**

Une délégation de la Fédération japonaise du fer et de l'acier, présidée par Teruyoshi MUROZUMI de la Kawasaki Steel, voit pour l'instant les possibilités d'investissement. Le Chili a des réserves qui atteignent les 3.000 millions de tonnes de minerai de fer avec une loi de 60 p.c. de métallisation. ("El Mercurio", Santiago, 26 novembre 1976)

**Pendant que le peuple meurt de faim, la junte vend de la viande à Israël...**

L'entreprise israélienne "Ashur" a signé un contrat pour acheter 1.300 tonnes de viande d'agneaux de Magellan. L'année dernière, pour l'abattage, six rabbins sont venus d'Israël pour contrôler le travail. ("El Mercurio", Santiago, 24 novembre 1976)

**... Et maintenant son "économie sociale"**

Les journalistes italiens Aldo SANTINI et Saverio TUTINO, envoyés au Chili pour couvrir la finale de la Coupe Davis, dénoncent la répression et l'injustice dont souffre le peuple. TUTINO écrit que dans un quartier de Santiago, 76 p.c. des enfants sont victimes de la dénutrition et n'ont aucune perspective de guérison. Par ailleurs, le quotidien péruvien "El Comercio", de Lima, affirme que la crise de l'économie chilienne se répercute sur le nombre d'enfants souffrant de dénutrition qui se chiffre par dizaines de milliers, l'augmentation du chômage et des niveaux de production inférieurs à ceux des années 60. ("Prensa Latina", 18 décembre 1976)

**Le soutien Yankee aux fascistes chiliens s'accroît**

Le gouvernement des Etats-Unis a promis d'avaliser un crédit de 60 millions de dollars accordés par la Banque Mondiale à la junte fasciste d'Augusto PINOCHET.

## Diminution des semences de blé grâce à la politique économique de la junte...

Une importante diminution de la surface de semences de blé se produira pendant l'année agricole 1977 dans la région considérée comme le "grenier du Chili" annonça le président de la Société d'Encouragement à la production agricole SOFO Michael FUSCHLOCHER.

Il signala que comme conséquence des prix de production élevés, du bas prix de commercialisation et la plus grande dépendance du blé étranger, les producteurs diminuèrent les semences. Fuschlocher signala également qu'aucun autre type de production agricole ne remplacera le blé dans les champs qui ne seront pas semés.

("El Mercurio", Santiago, 30 décembre 1976)

## ... Et que le peuple crève

Le président PINOCHET a déclaré hier que la politique économique se maintiendra sans variation.

("El Mercurio", Santiago, 28 décembre 1976)

## ... Et voilà ce que la junte exporte pour maintenir la répression pendant que la famine devient plus aiguë

### Augmentation de l'exportation des produits "non traditionnels"

1976 par rapport à 1975:

Fruits frais	plus 41 p.c.
Oignons et ail	plus 310 p.c.
Semences, fibres	plus 76 p.c.
Laine	plus 73,4 p.c.
Cire et miel	plus 54,5 p.c.
Animaux vivants	plus 500 p.c.
Peaux d'animaux	plus 300 p.c.
Farine de poissons	plus 71,5 p.c.
Fruits de mer congelés	plus 53 p.c.
Conserves de poissons	plus 260 p.c.
Viandes	plus 566,7 p.c.
Fruits en conserve	plus 100 p.c.
Fruits secs	plus 70 p.c.
Divers	plus 324,4 p.c.

("El Mercurio", Santiago, 14 décembre 1976)

En Belgique, comme dans d'autres pays européens, on voit ces produits dans les magasins et supermarchés. En les consommant on aide à maintenir la répression et à prolonger la vie de la junte. (NDLR)



... La réaction conspirait ouvertement contre la Démocratie....



Le Chili, tel comme Pinochet-Friedman sont en train de le laisser.. (L'Unité"Paris.)

## Les médecins, qui appuyèrent le Putsch, critiquent la situation économique

Dans une déclaration officielle, le "Collège des médecins" signale que la situation économique des médecins est en train de se répercuter gravement sur le secteur santé, car elle oblige les spécialistes à exercer des spécialités différentes aux leurs.

Le "Collège" avertit que les piliers, fondamentaux pour les autorités médicales et sanitaires de la population, se trouvent très détériorés et menacent de l'être encore plus. Ne pas corriger cette situation mènera inexorablement à la faillite absolue du secteur santé, ce qui ne paraît pas être très bien compris de quelques autorités du secteur économique.

("El Mercurio", Santiago, 17 décembre 1976)

(NDLR. La politique économique inhumaine de l'École de Chicago, de M. Milton FRIEDMAN, appliquée militairement par la junte se répercute directement sur le peuple qui en subit les conséquences)

## Et la crise économique n'offre aucune issue

La crise économique chilienne qui affecte de vastes secteurs de la population du pays se verra aggravée avec l'approbation du nouveau budget fiscal pour 1977. Celui-ci est identique à celui de 1976 et le plus bas de la décennie. A ce tableau de misère s'ajoute la somme significative et alarmante de 511 millions de dollars destinée à maintenir la militarisation du Chili et la répression du peuple.

Le ministère de la Défense et de l'ordre public reçoit la portion majoritaire du budget fiscal.

La revue "Ercilla" qui a appuyé inconditionnellement le putsch militaire fasciste publie une analyse dans laquelle elle avertit qu'en 1977 la situation économique sera caractérisée par de nouveaux licenciements de travailleurs, par la suppression définitive du financement aux entreprises de l'Etat et un manque de devises pour liquider la dette extérieure.

"Ercilla" souligne, comme une innovation de la crise, les impôts appliqués par la junte sur la culture afin de priver les chiliens de la lecture de journaux, de revues et de livres.

(NDLR. La junte vient d'appliquer une grosse TVA à toutes les publications, spécialement étrangères, pour la première fois dans l'histoire du Chili)

Cependant, le ministre des Finances, Jorge CAUAS, chargé d'appliquer cette politique de "choc" élaborée à l'École d'Économie de Chicago parle d'un "panorama doré" et optimiste.

("Ercilla", Santiago, No 2, 159 de décembre 1976)

(NDLR. Les 511 millions de dollars qui figurent au budget fiscal pour la défense nationale et pour la répression ne représentent qu'une part infime de ce que le Chili dépense dans ce secteur. En effet, les financements les plus importants se font par un important pourcentage des bénéfices que produit la vente du cuivre. Cette somme là est secrète et a bénéficié aux forces armées pendant tous les gouvernements antérieurs (Appelée la Loi du cuivre). Il y a en plus les importants crédits à longue échéance qui commencent à être payés plusieurs années après leur octroi. Et aussi les importantes ventes, à prix réduits, faites par le Pentagone; comme également le financement des cours d'instruction qui se font soit à Panama ou aux Etats-Unis même.

8

## B.4 SYNDICALES

### Formation "syndicale" d'espionnage

Nous continuons à publier la deuxième partie de l'article que ce bulletin avait entamé dans notre numéro précédent nous montrant comment se réalise la pénétration impérialiste dans les mouvements syndicaux nationaux. (La Rédaction)

### Objectif principal: diversion en Amérique Latine

Cette sorte d'activité de l'IADSL (Institut Américain pour le Développement du Syndicalisme Libre) n'était pas, et n'est toujours pas particulière pour le Chili. Dans tous les pays d'Amérique où les intérêts commerciaux, idéologiques ou militaires des Etats-Unis peuvent être menacés, il existe un réseau interdépendant d'agents et sous-agents infiltrés dans certains syndicats qui reçoivent des instructions et des fonds de l'IADSL.

Quelles activités impliquaient ces instructions?

Quelques exemples fournissent des réponses à cette question. Jack OTERO, le dirigeant de la BRAC (Association des Employés de Commerce affiliée à la AFL-CIO) a signé un contrat avec l'IADSL (le 15 janvier 1975) prévoyant (article VI-B) les dispositions suivantes: "Tout le personnel se déplaçant en dehors des Etats-Unis en vertu de ce contrat sera soumis à des tests pour obtenir le satisfecit par l'intermédiaire de l'IADSL. En quoi consiste ce "satisfecit"?

Tout citoyen américain, lit-on dans l'article V-B, employé aux termes de ce contrat doit être "immatriculé au FBI, être informé et entraîné à l'utilisation des mesures spéciales de sécurité". On y ajoute que "le principe de la CIA basé sur la nécessité de tout savoir" sera constamment appliqué.

Telles sont, en bref, les règles que doivent respecter les "fonctionnaires syndicaux" dans leur travail. Il resterait à savoir si elles leur ont été imposées par les dirigeants de la AFL-CIO et de l'IADSL ou directement par la CIA.

Question de rhétorique plutôt, car de toute façon les objectifs sont les mêmes.

"La question-clef de notre temps — a déclaré récemment un des dirigeants de l'AFL-CIO, DOHERTY — est celle du cours que prendra la révolution (en Amérique Latine)... toutes les autres sont secondaires".

Et les intérêts économiques et sociaux des travailleurs?

Pour les dirigeants syndicaux des USA, c'est une question pour le moins secondaire. L'essentiel est d'écarter le danger d'une révolution, celle-ci signifiant la fin du système économique imposé par les Etats-Unis en Amérique Latine.

("Revue de la Fédération Syndicale", No 8, 1976)



Les travailleurs, avant garde de la lutte contre le fascisme, unis comme les doigts de la main, frappent chaque jour la dictature et ses servants

### Ce que les travailleurs reçoivent de la politique sociale de Pinochet et compagnie

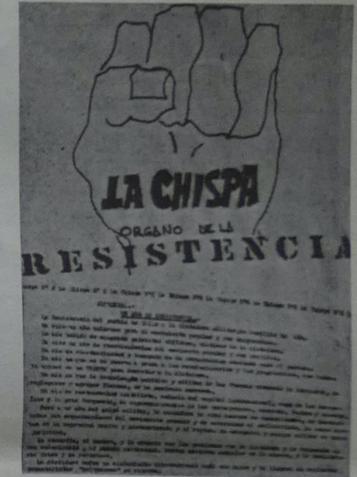
La Fédération Textile a présenté au Ministre du Travail M. Sergio FERNANDEZ un document dans lequel elle expose le problème des commissions tripartites du secteur, la grande diminution de personnel, et lui demande un rendez-vous.

Dans ce document, les travailleurs signalent que depuis la création des deux commissions tripartites — pour le secteur textile, en décembre 1974 et pour le secteur vêtement, au mois de mars 1975 — elles n'ont jamais émis une résolution et la dernière commission n'a même pas été constituée.

Ils ajoutent que depuis 1974, la capacité de production installée a diminué de 50 p.c. et que le personnel a subi une diminution égale. Plusieurs petites entreprises ont annoncé la fermeture définitive, ce qui se fait sans considérer les problèmes des travailleurs.

Finalement la Fédération signale que compte tenu du non fonctionnement des commissions tripartites, les travailleurs textiles ont les mêmes salaires qu'en 1973 et que 70 p.c. gagnent le "salaire minimum".

("El Mercurio", Santiago, 14 décembre 1976)



"La Chispa" (L'Étincelle) un des nombreux journaux clandestins de la Résistance à l'intérieur du Chili.

## B.5 CULTURELLES

Pendant que l'anticulture fasciste règne au Chili, des exilés produisent un chef d'oeuvre du cinéma militant

"Actes de Marusia", dernier film de Miguel LITTIN (NDLR. Cinéaste chilien de renommée internationale, actuellement exilé) mérite d'être salué.

L'histoire, les événements d'hier et d'aujourd'hui se confondent en une maturité et une réflexion qui peuvent déboucher sur la prise du pouvoir par les masses. Ce film relatant des faits se déroulant en 1907 devient convergent pour le spectateur avec le putsch fasciste du Chili. Il y a trois ans, Santiago était soumise aux opérations contre-révolutionnaire d'officiers ayant trop lu "Mein Kampf" et suffisamment influencés par les oeuvres complètes de F. Franco pour accepter l'aide stratégique et financière de la CIA et des multinationales. Le résultat est connu de tous.

L'oeuvre de Miguel Littin propose aux européens une meilleure compréhension du processus révolutionnaire et contre révolutionnaire. Ceci est vrai pour la terre où repose Salvador Allende, assassiné par les sbires de Kissinger, mais également pour la Grèce des colonels, ainsi que pour d'autres pays peut-être?...

... Les ouvriers, excédés par la répression quotidienne d'une armée qui préfère fusiller plutôt que réfléchir, organisent la grève, d'abord dans la clandestinité puis luttent ouvertement contre le pouvoir en place, contre l'oligarchie. Le réalisateur montre les débats populaires où s'affrontent deux conceptions, deux visions différentes des possibilités s'offrant aux travailleurs pour mener à terme leur combat. Le socialiste, interprété

9

par GIAN MARIA VOLONTE se heurtant au réformiste modéré prêt à accepter un compromis avec le pouvoir patronal indigne à chacun la voie à suivre, la nécessaire prise de conscience de classe, l'obligation d'une organisation encadrant les masses, dénonçant l'injustice et indiquant les structures à abattre...

Etrange ressemblance... L'intervention militaire découle de la logique capitaliste préférant voir un village détruit plutôt que l'impossibilité de pouvoir exploiter le minerai. Il n'est plus question de chercher un compromis possible, les officiers abattant les soldats sympathisants avec les grévistes...

... Ces pages relatent ce que furent ces travailleurs avec leur courage mais aussi leurs faiblesses et cet amour de la vie qui fait que ces hommes aspirent au changement et refusent d'être exploités. Ces hommes, Miguel Littin les montre. Ils ressemblent étrangement aux Communistes de 1871. ("Combat Socialiste", France, octobre 1976. Chronique de Ghislaine Toutain et Patrick Du Cheyron)

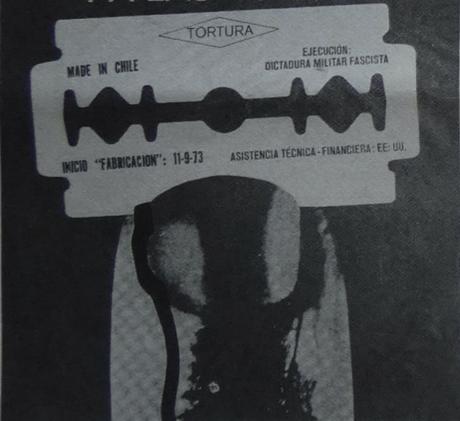
## INSTITUTO POLITECNICO NACIONAL



## FEDERACION DE ESTUDIANTES POLITECNICOS



## ¡ALTO A LA REPRISION Y A LAS TORTURAS!



¡ HALTE A LA REPRISION ET AUX TORTURES !

Affiche éditée par les étudiants polytechniciens du Mexique.

### Désertion d'ingénieurs

D'après un rapport du président du "Collège des Ingénieurs du Chili" Rodrigo FLORES, 5,8 p.c. des chercheurs de la Faculté des Sciences Physiques et Mathématiques de l'Université du Chili démissionnent mensuellement. "La perte de nos chercheurs peut nous mener à l'impossibilité d'adopter les meilleures technologies étrangères à nos conditions et à ne pas pouvoir développer des technologies nationales sur des matières en relation avec notre milieu, tant naturel que socio-économique".

("El Mercurio", Santiago, 25 novembre 1976)

NDLR. Pour la politique générale de la jungle qui tend à une totale dépendance de l'étranger, la désertion des ingénieurs ne peut signifier aucune préoccupation.

### Les étudiants devront payer leurs études secondaires et universitaires

#### Education exclusive pour les plus riches...

A partir de 1978, les étudiants de l'enseignement secondaire et universitaire devront payer la totalité du coût de l'enseignement.

De cette façon, le ministère de l'Éducation espère recevoir une somme supérieure à 70 millions de dollars par an.

Plusieurs raisons sont données, e.a. : que "le nombre des jeunes qui proviennent des écoles privées et entrent aux universités est supérieur à celui qui provient de l'enseignement de l'Etat". "Qu'au championnat d'athlétisme" les étudiants qui venaient des écoles privées obtiennent les meilleures places et dans une proportion qui n'a aucun rapport avec le nombre des participants des écoles de l'Etat".

En plus, la Banque Interaméricaine pour le Développement (BID) (NDLR. Obéissante aux directives de Washington) a suggéré l'avantage de faire payer l'éducation. Cela rendra le Chili précurseur dans ce camp.

("El Mercurio", Santiago, 27 décembre 1976)

(La misère et la famine dans lesquelles se trouve soumis le Chili tend aussi à empêcher la jeunesse non privilégiée d'avoir accès à la culture et à l'éducation. NDLR)

### Même les médecins émigrent des "délices" pinochetistes

Les autorités du "Collège des médecins" ont manifesté leur préoccupation pour l'exode de spécialistes qui s'élève déjà à 15 p.c.. Elles ajoutent que 80 p.c. des médecins qui sortiront prochainement des universités chiliennes ont déjà passé les examens pour pouvoir exercer aux Etats-Unis.

("El Mercurio", Santiago, 18 décembre 1976)

### B.6 EGLISES

#### L'Eglise catholique chilienne et la conception de "Sécurité nationale"

Il faut penser la "Sécurité Nationale" du point de vue chrétien. Elle n'est pas le but de la société, ni "l'objectif central du gouvernement", elle est le moyen, la condition qui rend aux personnes la possibilité de participer dans le bien commun. Le principal et le central sont la participation, la participation des personnes dans une communion entre personnes s'exprimant dans toutes les institutions.

Il y a des moments cependant dans lesquels la condition se transforme en précondition: ce sont les moments d'urgence. Mais une urgence est par sa propre nature transitoire et doit être vécue dans un esprit de transition. Cela signifie qu'ils ont la vie avec la conscience de ce qu'est une mutilation. Il vaut la peine dans tels cas de noter que le mutilé n'est pas seulement le groupe qui souffre directement, mais c'est toute la société. Plus sont nombreux les groupes réduits au silence, plus pauvres deviennent ceux qui conservent la parole.

"La Sécurité Nationale est nécessaire, non comme un but, mais comme un moyen qui aide à obtenir le bien commun de la société. C'est celle-là sa norme, son unité de mesure et la règle d'évaluation pour juger ses procédures.

"Chacun, disait S.S. le Pape Jean XXIII, doit agir d'après sa propre décision, sa propre conviction et sa responsabilité et non poussé par la coaction ou par des pressions que la plupart des fois proviennent de la force. Parce qu'une société qui se soutient seulement par la raison de la force doit être qualifiée d'inhumaine. Dans celle-ci les hommes se trouvent effectivement privés de liberté au lieu de se sentir stimulés au contraire au progrès de la vie et à leur propre perfectionnement". Plus est forte la cohésion interne d'une communauté, moins nécessaires sont les mesures de force pour l'unir. Quand les tensions internes sont moindres, il y aura moins de danger pour la Sécurité nationale.

... Il est insensé de penser que la Sécurité Nationale peut se placer par dessus de la personne humaine sans considérer le bien commun".

(Extraits de l'homélie que prononça l'évêque de Valdivia sur la Sécurité Nationale, le 18 septembre 1976)

("Mensaje", Santiago, décembre 1976)

### B.7 MILITAIRES

#### Le général corruption

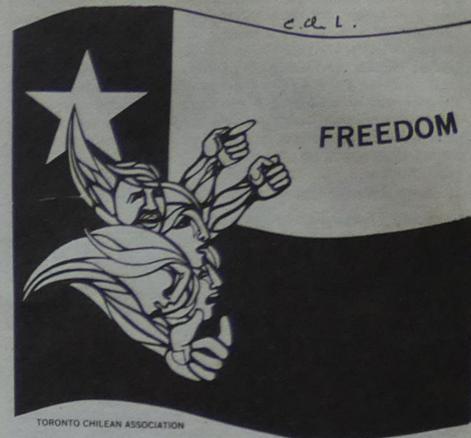
Une preuve de ce qu'entendaient les généraux de la junte par "sacrifices partagés" a été donnée par le chef des forces aériennes, général Gustavo LEIGH qui vient d'acquiescer une propriété dans le quartier résidentiel de "El Golf" pour la "modeste" somme de 250.000 dollars. Malgré le secret dans lequel se sont déroulées les opérations de vente de la maison située dans la rue Malaga, de nombreux détails ont été dévoilés quant aux méthodes employées par LEIGH pour convaincre l'ancien propriétaire de vendre sa propriété. Ce dernier, un important commerçant, fut fort surpris lorsqu'il reçut la somme totale en dollars du chef militaire, alors qu'il n'avait aucun intérêt à se défaire de cette propriété et qu'il n'avait à aucun moment parlé de la vendre.

Les visites constantes des membres chargés de la sécurité personnelle de LEIGH et du Service de Renseignements de la Force Aérienne (SIFA) ainsi que les menaces et pressions de ces derniers ont été cependant plus convaincantes pour Julio GARCIA — l'ex-propriétaire — quant à la nécessité de vendre l'imposante maison.

Avant l'installation de LEIGH dans sa nouvelle résidence, une enquête approfondie a été faite par le SIFA sur l'identité des voisins: noms, adresses exactes, lieux de travail, numéros d'immatriculation des voitures leur appartenant, écoles où étudient leurs enfants, fréquentations, relations sociales, etc.

Le mécontentement du personnel militaire va cependant en augmentation à cause de la situation économique difficile du pays. Ceci est particulièrement notable chez les femmes des sous-officiers et soldats qui sont plus proches de la réalité et voient les difficultés affrontées par les familles de leur classe pour manger.

(Bulletin d'information "Resistance", Alger, 16 novembre 1976)



Les militaires démocrates, unis au peuple combattants rendront la Liberté au Chili.

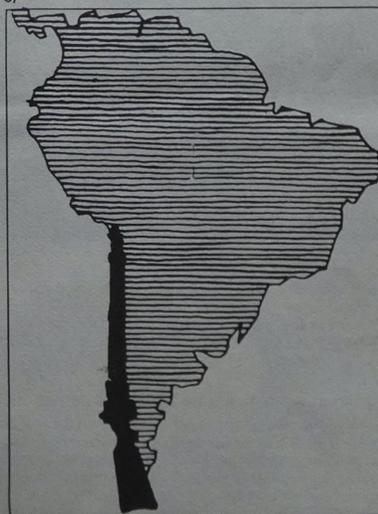
Le cône sud de l'Amérique Latine comprend le CHILI, la BOLIVIE, le PARAGUAY, l'URUGUAY et l'ARGENTINE. Tous ces pays ainsi que le BRESIL sont gouvernés par des dictatures militaires qui ont invoqué la prétendue doctrine de sécurité nationale pour exécuter leurs crimes.

Cette doctrine est la position officielle de l'Ecole Supérieure de Guerre du Brésil.

Le général ALVAREZ, chef de l'Etat-Major de l'armée de terre chilienne, soutenait à la Conférence des Armées de terre américaines (organisme créé par le Pentagone pour mieux standardiser les doctrines nationales et pouvoir donner les instructions et faire les critiques aux chefs de ces Institutions. NDLR), réunie à Montevideo (Uruguay) en octobre 1975, la nécessité de créer une armée inter-américaine de contre-insurrection pour combattre la guérilla après s'être basé sur les arguments fondamentaux de la doctrine de "sécurité nationale". L'origine de cette politique se trouve aux Etats-Unis et spécialement au Pentagone et au Département d'Etat. Avant d'être appliquée en Amérique Latine, elle s'était développée aux Etats-Unis même en 1950, durant la période mac-cartiste.

### ... Contre les peuples...

Cette doctrine prétend que le monde est divisé par un bloc occidental capitaliste d'une part et d'autre part un bloc oriental communiste; les deux blocs feraient, selon cette doctrine, face à une guerre différente de celle du passé. Les armées latino-américaines ne devraient plus se battre contre un ennemi extérieur — une puissance qui menace la souveraineté nationale — mais contre la subversion intérieure du communisme international. Ces ennemis internes ne sont autres que les peuples latino-américains. En combattant leur propre peuple, les armées "nationales" se transforment en véritables armées d'occupation de leur propre pays. Cette doctrine tente de justifier la répression et le massacre de la population civile déchaînés chaque jour au Chili et en Amérique Latine. Ces régimes militaires-fascistes considèrent communistes tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux ou qui ne veulent pas les applaudir. On ne persécute pas seulement les résistants; tout le peuple est soupçonné d'aider la Résistance. On prétend également effacer toute différence existant entre "le front" et "l'arrière-garde": pour eux le front est partout et les armées et forces de sécurité agissent en tant que forces d'opérations dans les quartiers ouvriers et populaires.



La Sécurité Nationale de Pinochet justification pour le crime et la répression.

La sécurité nationale: justification fasciste pour le crime

#### L'internationale de la répression...

La brutale répression déchaînée dans le cône sud de l'Amérique Latine devra maintenant s'institutionnaliser officiellement, sans frontière, grâce à la visite effectuée par le général VIDELA, président de la junte militaire argentine, au Chili, prétendant se justifier par la "DOCTRINE DE LA SECURITE NATIONALE".

En instituant la DINA (Direction Nationale de Renseignements) — police politique du régime — la dictature affirme qu'elle a été créée pour lui fournir "les informations NÉCESSAIRES POUR L'ADOPTION DE MESURES SERVANT A LA SECURITE NATIONALE ET AU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE DU PAYS". C'est ce que précise le fameux décret 521 qui la créa et qui contient des articles secrets. La "Sécurité Nationale" est enseignée dans les écoles, les lycées et les universités, car "elle n'est pas réservée seulement aux forces armées, mais à tous les citoyens".

### ... Et en défense des intérêts des exploitants...

La sécurité nationale, dans le sens traditionnel du terme, n'est pas menacée dans le cône sud d'Amérique. Ce qui est par contre menacé, c'est le système rétrograde et profondément injuste qui, par la misère populaire, garantit de fabuleux intérêts aux entreprises multinationales et à des secteurs bien déterminés des bourgeoisies locales. Cet ordre ne peut être maintenu que si l'appareil d'Etat déploie toutes ses forces pour sa conservation. C'est pour ces raisons que la répression et la torture, les prisons et les camps d'extermination, les camps de concentration et l'anéantissement des libertés démocratiques sont l'autre face du capitalisme dépendant latino-américain; la répression est indissolublement unie aux plans économiques des monopoles et prétend créer la situation politique et sociale qui permette l'application de ses plans de subordination totale des économies dépendantes d'Amérique Latine au grand capital financier et à la technologie impérialiste. Il n'est pas possible de soumettre tout un peuple si l'on ne commence pas par violer les droits fondamentaux des citoyens: le pays est soumis à l'état de guerre interne. Cet état de guerre interne s'aggrave là où la lutte des masses ouvrières et populaires est le plus développée comme c'est le cas dans le cône sud, spécialement au Chili.

### ... Face à la Résistance et l'Unité

Les accords des dictatures ne pourront rien contre la Résistance. Mais dans tous les pays, la libération passe par l'unité de toutes les forces populaires, révolutionnaires, démocratiques et progressistes dans la lutte contre l'ennemi immédiat: les dictatures militaires fascistes.

C'est pour cela que — à partir de la réunion de l'Unité Populaire à Belgrade — les pas vers l'unité de la gauche chilienne sont prometteurs.

IL FAUT OPPOSER LA DOCTRINE DE LA LIBERATION NATIONALE ET SOCIALE A LA DOCTRINE DE LA SECURITE NATIONALE. IL FAUT OPPOSER L'UNITE DE LA RESISTANCE DE TOUS LES PEUPLES OPPRIMES D'AMERIQUE LATINE ET DU MONDE A L'UNITE DES DICTATURES MILITAIRES FASCISTES.

### B.8 SOCIALES

#### Le fascisme tue le sport

Le sport au Chili s'est grandement dégradé depuis le coup d'Etat militaire, dû à la répression qui a atteint plus de 2.500 sportifs arrêtés ou disparus et à la situation économique qui tend à empirer et à frustrer, dans cet aspect, toute une génération de chiliens.

La malnutrition infantile actuelle aura sans doute des répercussions sur le plan sportif non seulement dans l'immédiat mais également dans les années à venir.

Il est utile de noter les déclarations faites par les dirigeants de la Fédération Chilienne de Boxe et qui précisent "qu'il est impossible d'arriver à un résultat positif dans le domaine amateur à cause des conditions physiques dues à la rare et mauvaise alimentation et au fait que les sportifs doivent fournir des efforts après de rudes journées de travail".

Seul le tennis peut faire parler du Chili. Mais comme l'on sait, ce sport ne concerne pas les masses populaires.

Cinq équipes de football de première division ont été dissoutes à cause des difficultés économiques.

Si la junte se maintient au pouvoir, il y a de grandes chances pour que le football, le basket-ball, la boxe et autres disciplines soient condamnées à jamais.

("Résistance", Alger, No 90, novembre 1976)



Le Fascisme tue aussi la famille et apporte la misère et la mort.  
Lithographie publiée par "Solidaritätslomitee, Chili-Zentrum" RD.A.

### Industrialisation de la misère à niveau international

La misère qui existe actuellement au Chili en tant que conséquence de la politique de génocide économique appliquée par la junte militaire, dépasse les frontières du pays après avoir fait des chiliens des mendiants internationaux; situation qui profite à ceux à qui rien ne manque.

Une véritable entreprise pour commercialiser ce nouveau système de mendicité — une autre "trouaille de la dictature en matière économique" — a été installée par le commerçant William BADUC pour importer des vêtements usagés depuis les Etats-Unis et les vendre au Chili.

Ce fait indigné a provoqué de multiples réactions y compris par ceux qui ont prêté main forte à la junte à partir du coup d'Etat; tel est le cas de l'économiste réactionnaire, ancien ministre de FREI et de la junte, Orlando SAEZ qui a déclaré que ceci était humiliant pour les Chiliens.

Le système créé par le commerçant BADUC permet à cet escroc de faire des bénéfices en acquérant des vêtements usagés donnés par les organisations de bienfaisance des Etats-Unis.

L'idée "géniale" de BADUC n'est pas nouvelle, même si elle entre dans le cadre d'une certaine légalité.

Apparavant, de nombreux éléments des forces armées profitaient des dons faits par des organismes de solidarité aux prisonniers politiques et à leurs familles.

Ils retranchaient une partie de ces envois qui étaient distribués entre les nombreux officiers et personnel de troupe chargés de réviser ces paquets. Cette partie était ensuite vendue ou utilisée.

### "La paix sociale règne au Chili"...

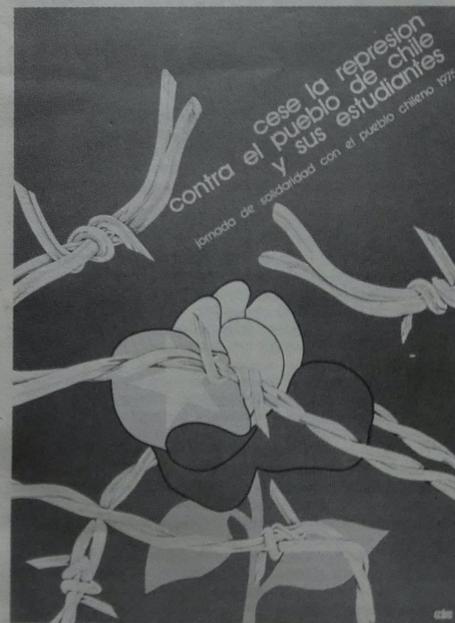
Le ministre de l'Intérieur, général Raul BENAVIDES, a déclaré que dans le pays règne une notable paix sociale libre de tout danger pour les activités des citoyens.

On est arrivé à la fin de cette année sans aucun détenu politique. Ceci remplit de satisfaction le gouvernement.

Le ministre déclara aussi qu'au 30 novembre 1976, il y avait 211.290 personnes qui bénéficiaient du "Programme de l'Emploi Minimum" (PEM) et qu'à travers une convention avec l'Agence Internationale pour le Développement (AID) des Etats-Unis, on donnera pour chaque travailleur 4 kilogrammes d'aliments mensuels.

("El Mercurio", Santiago, 30 décembre 1976)

NDLR. Pinochet et ses pantins ont de quoi être satisfaits: la répression est tellement brutale et les travailleurs ne peuvent pas protester de l'exploitation et celui qui réclame est porté "disparu", qu'ils croient qu'ils peuvent vivre en paix. Les 6.000 prisonniers politiques, reconnus par le Vicariat de la Solidarité de l'Eglise catholique et les 2.500 disparus, ils préfèrent ne pas les voir. Le 25 p.c. de chômage, accompagné de la misère et famine leur permet de se réjouir de la "paix sociale" qui ressemble mieux à celle des cimetières. L'aide de l'AID, organisme de pénétration de l'impérialisme des Etats-Unis, attente contre la dignité d'un pays qui se permet d'exporter des dizaines de millions de dollars d'aliments qui ne peuvent être consommés par le peuple chilien. La paix règne sur le Chili de Pinochet!



FIN à LA REPRESSION  
du Peuple Chilien et de ses étudiants.

Affiche publiée à Cuba.



" NOUS VAINCRONS "  
du peintre chilien Patricio Nuñez.

### La junte prépare "patriotiquement" les futures générations de chiliens...

6.000 enfants vagabonds et mendiants à Santiago, entre 7 et 13 ans, telle est l'appréciation officielle des autorités de la junte.

Les "Carabineros" (Gendarmerie) ont arrêté à Santiago plus de 22.000 enfants entre 2 (deux) et 18 ans entre novembre 1975 et novembre 1976. Seulement pendant le dernier trimestre, les Carabineros ont arrêté 6.984 enfants entre 2 et 17 ans.

Les arrestations furent causées par: Vagabondage, mendicité, chômage du chef de famille, orphelin de père et/ou de mère, parents alcooliques, parents en prison, etc.

La plupart des enfants présentaient des maladies respiratoires, de graves défauts dentaires, des infections, des troubles des organes locomoteurs, séquelles de poliomyélite non traitées, des troubles neuropsychiatriques, difficultés pour apprendre, penchant aux drogues, surdité et toute la gamme des maladies infectieuses.

("El Mercurio", Santiago, 16 décembre 1976)

### ... Avec l'appui professionnel de l'armée...

La police civile et les carabineros avec la collaboration de l'armée ont redoublé leur action pour tâcher de terminer avec ces jeunes "délinquants" qui troublent le centre de la ville, spécialement pendant les fêtes de fin d'année.

("El Mercurio", Santiago, 18 décembre 1976)

(NDLR. Les enfants arrêtés sont conduits à des camps de concentration pour ainsi les éloigner de la vue des touristes)

### B.9 DIVERS

#### Le général LEIGH inaugure un "Jamboree" de boy scouts avec un discours plein d'hypocrisie

Le commandant en chef de la force aérienne et membre de la junte, général G. LEIGH, a donné la bienvenue à 5.000 boys scouts qui participent à un "Jamboree" international auquel assistent des délégations de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay. Dans son discours il a dit: "vous vous trouvez dans un pays où il n'y a pas d'intérêts mesquins, ni d'intentions surnoisées pour confondre vos esprits avec la haine, la violence, la frustration et de désespoir". ("El Mercurio", Santiago, 11 octobre 1976)

#### Comment se nourrit le peuple chilien

D'un total de 20.194 échantillons d'aliments analysés par la Section du Contrôle des Aliments du Service National de la Santé, pendant le deuxième semestre de 1976, on a pu constater que le 23,93 p.c. des aliments d'emploi médical se trouvaient en mauvais état et le 22,43 p.c. des aliments pour bébés étaient contaminés.

13 ("El Mercurio", Santiago, 19 octobre 1976)

Quand le règne de la toute-puissance du plus fort fait école

L'aviateur Fernando RODRIGUEZ Carocca de 42 ans tua de deux coups de fusil dans la tête Joel MOREL de 17 ans parce que celui-ci lui avait volé DEUX CENT CINQUANTE GRAMMES de beurre. Avant d'être exécuté, le jeune homme avait été brutalement malmené et il demanda à genoux de n'être pas tué et qu'il rendrait le beurre. L'assassinat accompli, RODRIGUEZ jeta le cadavre dans un canal à 18 kilomètres du lieu du meurtre. RODRIGUEZ jouit d'une énorme influence dans la région, grâce à son pouvoir économique et à ses relations sociales. ("El Mercurio", Santiago, 30 octobre 1976)

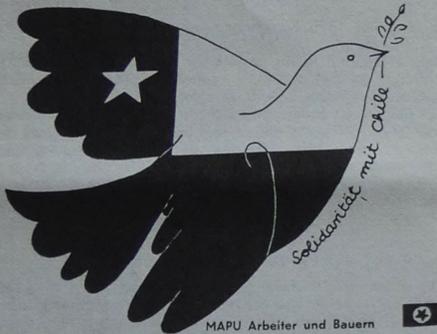
### La junte craint la vraie réalité...

Craignant que la réalité actuelle du Chili soit connue à l'extérieur et que les mensonges des autorités chiliennes soient dévoilés, celles-ci ont procédé à l'arrestation puis à l'expulsion du journaliste équatorien M. Daniel ALVAREZ TENORIO, directeur de "Radio VRISS", et qui était arrivé à Santiago pour connaître les impressions du peuple sur le régime militaire, selon ses propres déclarations.

Il fut arrêté, alors qu'il interviewait un cireur dans la rue, par un agent habillé en civil et emmené dans un camp de la gendarmerie (carabineros).

Quelques semaines avant ce fait, le même cas s'était produit mais avec des journalistes danois également en visite à Santiago.

("Esmeralda", Equateur, novembre 1976)



Carte de Solidarité, publiée en R.D.A. par le Parti MAPU Ouvrier et Paysan.

## C. INFORMATIONS INTERNATIONALES

### C.1 ORGANISMES INTERNATIONAUX

#### Les droits de l'homme au Chili aux Nations-Unies

Dans son rapport à l'Assemblée générale, la mission diplomatique chargée d'enquêter sur les droits de l'homme au Chili estime que le gouvernement chilien ne cesse d'étendre sa répression. Les atteintes aux droits de l'homme frappent maintenant de nouveaux secteurs de la population, dont les syndicats, l'Eglise et les professions libérales. Les diplomates invitent la communauté internationale à appliquer des sanctions économiques contre le Chili pour obliger la junte à renoncer à ses pratiques de détention arbitraire, de tortures et de déportations.

("Le Monde Diplomatique", novembre 1976)

#### Nouvelle étape du Pacte Andin: il limitait la vente du Chili par la junte

Le pacte Andin a débuté une nouvelle étape avec la sortie de la junte militaire chilienne et la réaffirmation faite par la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela de continuer à appuyer l'intégration économique de ces pays.



Carte de Solidarité pour la Liberté des Femmes et Enfants prisonniers politiques au Chili, publiée par le Comité de Solidarité-Chili à Hambourg, R.F.A..

Le drapeau chilien a cessé de flamber au front du bâtiment de l'Accord de Cartagena, à Lima au Pérou.

La presse de Lima commente la décision en disant que maintenant le gouvernement chilien a les mains libres pour mener sa politique d'offrir des facilités sans limites au capital étranger. Le facteur principal de la sortie du Chili fut sa position intransigeante par rapport au statut du capital étranger établi par le Pacte. La position assumée par les autres pays est considérée comme une défense ouverte des intérêts globaux de la Corporation.

Depuis le coup d'Etat de 1973, le régime militaire de Santiago n'avait cessé de torpiller les dispositions de l'Accord de Cartagena. Cet Accord, signé en 1969 dans le port colombien qui donne son nom, est destiné à permettre aux marchés nationaux limités d'émerger de la domination étrangère.

La crise du Pacte Andin causée par le Chili se traîna depuis plus de 330 jours. Pendant cette période, une série de faits se produisirent et marquèrent une des périodes les plus difficiles de sa courte histoire.

L'Accord de Cartagena donne forme à une politique d'intégration de longue portée qui commençait à émerger sous les postulats d'une croissance économique accumulative et soutenue (self-sustained) qui serait atteinte par la substitution des importations et par une augmentation des recettes.

L'étape critique pour le Pacte Andin, dont le régime de Santiago en est le responsable principal, commença au mois de décembre 1975 date à laquelle expirait le terme fixé pour présenter les projets industriels spécifiques, un des mécanismes clef pour l'intégration.

Le 6 avril 1976, l'Organisme présenta une recommandation pour ajouter aux dispositions établies une nouvelle disposition qui donnerait une structure légale à l'Accord.

La disposition fut approuvée par tous les pays membres sauf le Chili qui refusa de signer un accord additionnel et demanda à son tour une modification radicale à la Décision 24 qui est justement le statut qui régit les investissements étrangers.

Après des mois de négociations, le 29 octobre, la junte militaire décida que le Chili devait quitter le Pacte. Cela se passa 8 ans après qu'il fut signé par le gouvernement démocrate-chrétien de FREI.

("Prensa Latina", 15 novembre 1976)

### Le président du Venezuela approuve la décision d'exclure la junte chilienne

Dans des messages qu'il a adressés aux présidents des quatre autres pays membres du Pacte andin, le président du Venezuela, Carlos Andrés PEREZ, signale qu'il "approuve sans réserve" la décision d'exclure le régime chilien de l'Accord de Cartagena et souligne que cette décision contribuera au renforcement de "l'objectif fondamental, à savoir l'intégration latino-américaine".



Défendons les droits humains au Chili. Protestez auprès du Département d'Etat.

Affiche publiée aux Etats-Unis.

### Nouvelle résolution de l'ONU condamnant les violations continuelles des droits de l'Homme par la junte

L'Assemblée Générale des Nations-Unies vient d'adopter une nouvelle résolution où elle dénonce dans des termes encore plus sévères que les années précédentes la pratique institutionnalisée de la torture et des disparitions pour des motifs politiques ainsi que les arrestations et expulsions arbitraires qui sévissent continuellement au Chili.

Le document qui a été adopté par 95 voix favorables, 12 contre et 25 abstentions, exprime la plus profonde indignation face aux violations flagrantes qui ont eu lieu et continuent de ce produire au Chili et exige de la junte qu'elle renonce à perpétuer l'état de siège ou d'urgence pour éliminer les libertés fondamentales.

Après avoir désigné la Direction des services de Renseignements nationaux — DINA — comme l'instrument direct de ces pratiques, la résolution réclame que "la lumière soit faite sans délai" sur la situation des personnes qui pour des raisons politiques ont été "portées disparues".

Elle demande également à la Commission des droits de l'Homme d'examiner les conséquences des différentes formes d'assistance dont bénéficient les autorités chiliennes et l'invite à formuler des recommandations sur l'aide humanitaire juridique et financière qui pourrait être accordée aux prisonniers, aux exilés et à leurs familles.

Parmi les pays latino-américains, le Mexique, Cuba, la Colombie, le Venezuela, la Guyane, la Jamaïque, la Barbade et les Bahamas se sont prononcés en faveur de la résolution. Les Etats-Unis, le Salvador et le Pérou se sont abstenus. ("Agence France Presse", 16 décembre 1976)

## C.2 RELATIONS INTERNATIONALES

### Après l'élection de Carter, inquiétées et "justifications" de la junte

Un changement significatif dans la conduite des Etats-Unis a une répercussion dans notre politique intérieure.

Mr. CARTER s'est manifesté avec insistance comme un critique du régime chilien, mais nous sommes sûrs qu'il ne possède d'autre information que celle que lui fournissent les moyens de communication et ses conseillers immédiats. La critique au Chili était un thème électoral attractif et sûrement il fut pris avec ce caractère. Très différent est le thème chilien traité par Mr. CARTER comme Président des Etats-Unis, quand il devra tenir en compte les intérêts stratégiques de cette nation et les exigences de la sécurité continentale.

La victoire démocrate a produit au Chili des réactions différentes, de l'injure aux Etats-Unis à ceux qui se réjouissent de la victoire de CARTER. Ces derniers s'identifient avec la cause de démocrates nord-américains, comme s'ils s'imaginaient que les influences de Washington allaient servir à leur cause politique, contrairement au gouvernement militaire chilien. Ceux-ci font une offense aux Etats-Unis en pensant que ce pays va attaquer le respect de la souveraineté d'une nation américaine.

(NDLR. Les hypocrites ont oublié que s'ils sont au pouvoir c'est à cause de l'intervention justement des Etats-Unis qui ont renversé un gouvernement constitutionnel et assassiné son président)

Dans l'autre cas extrême, se trouvent ceux qui n'hésitent pas à prêter des intentions douteuses de la part des Etats-Unis et adoptent une position chauviniste, anti-impérialiste (NDLR ?) et de résistance à Washington.

Nous les chiliens n'avons jamais reçu avec plaisir celui qui se base sur l'appui de l'étranger pour obtenir ses fins politiques. La population n'accompagnera certainement pas ceux qui se montrent comme étant davantage partisans de Mr. CARTER que des Forces Armées chiliennes.

Aux Etats-Unis vient d'avoir lieu une campagne électorale qui s'est prêtée pour salir le prestige du Chili.

(NDLR. La junte croit que raconter ses crimes, c'est attaquer notre Patrie)

("El Mercurio", Santiago, 6 novembre 1976)



"RIEN POUR LA JUNTE FASCISTE TOUT POUR LE PEUPLE CHILIEN" (Dortmund R.F.A.)

La junte militaire chilienne est un des pires régimes de tortures au monde, déclare le ministre des Affaires étrangères de la Suède

Dans un discours prononcé par M. Sven ANDERSON, ministre des Affaires Etrangères de la Suède, il énonça :

"... Parfois on m'a demandé pourquoi nous, justement en Suède, nous nous sommes tellement engagés pour la cause chilienne. Je crois qu'il y a plusieurs explications: "Nous saluâmes la victoire de Salvador ALLENDE aux élections présidentielles avec grande satisfaction. Du continent latino-américain où une dictature militaire est bien souvent substituée par une autre, il nous arriva tout d'un coup un rayon de lumière. Il y avait un homme et un mouvement, qui avec l'appui populaire, luttait pour réaliser et introduire un ample programme de réformes visant à la justice sociale et à la nivellement économique. Salvador ALLENDE voulait mener en avant la lutte pour la liberté. Il maintint ses principes démocratiques et les défendit contre tous les groupes extrémistes..."

"C'est ainsi que nous, après le coup d'Etat, appuyâmes avec toutes nos forces les protestations contre la junte. Nous défendions avec cela les droits humains fondamentaux qui doivent régir dans tous les pays. La junte au Chili est encore un des pires régimes de torture au monde.

"Mais notre appui défend aussi à un haut degré une autre question fondamentale pour nous, qui était en jeu. Il s'agit du droit d'un petit pays de se donner par lui-même le système politique et économique le plus convenable sans l'intervention d'autres pays.

"Le renversement d'ALLENDE ne fut pas seulement l'oeuvre des militaires chiliens. Evidemment le gouvernement NIXON donna un grand appui au travail contre ALLENDE pour déstabiliser le régime. Après cela, beaucoup de preuves sont connues, comme que la CIA appuya activement les forces réactionnaires qui voulaient renverser le président et arrêter le processus démocratique.



" AVEC ALLENDE "

"Le capital international appuyait aussi les forces réactionnaires car il sentait aussi que ses positions étaient menacées. Le gouvernement ALLENDE voulait réaliser une politique où le peuple aurait sa participation dans la production. Le pouvoir sans restriction du capital allait être ébranlé. Alors le capital répondit, aidant à renverser Salvador ALLENDE.

"Je suis convaincu que la lutte contre la dictature militaire chilienne aura du succès. Chaque jour, à l'intérieur du pays, un plus grand nombre de chiliens sont fortement affectés par la politique officielle de la junte. Avec cela, la dictature mène la semence de sa propre destruction. Un jour le peuple chilien aura finalement la liberté et l'indépendance à nouveau conquise. Et cela dépend même de nous, de participer en activant le développement de ces conditions".

(Discours prononcé pendant la réunion de la Commission Internationale d'Enquête des Crimes de la Junte Militaire Fasciste à Stokholm).

**Le tribunal de Nuremberg: les mêmes peines qu'il y a 30 ans, aujourd'hui pour les criminels de la junte fasciste chilienne**

Le 23 novembre le crédit des fascistes chiliens a reçu le coup de grâce, lorsque le tribunal international chargé de le juger à Bonn et à Nuremberg, en République Fédérale Allemande, a exigé que leur soit appliqué les mêmes dispositions en vertu desquelles les criminels de guerre nazis furent condamnés à la potence.

Le procès s'est ouvert à Bonn et s'est terminé à Nuremberg, où furent condamnés, il y a plus de 30 ans, les officiers du régime fasciste d'Adolph HITLER.

Au procès de Nuremberg, les autorités de la junte ont été reconnues coupables de la mort de plus de 30.000 personnes, de beaucoup de milliers d'arrestations arbitraires, de plus de 2.500 disparus, sans compter les délits sur le plan économique. Le tribunal international qui a siégé lors du procès de Nuremberg, était notamment formé par des experts en Droit international provenant de Belgique, de Suède, de Pologne, de la République Fédérale Allemande et des Etats-Unis.

Mme Hortensia de ALLENDE, veuve du président assassiné, de même M. C. Almeyda, secrétaire exécutif de l'Unité Populaire à l'étranger, le Dr Edgardo Enriquez F., ministre de l'Education nationale du gouvernement ALLENDE, le général d'aviation Sergio POBLETE et d'autres dirigeants de la gauche chilienne ont assisté au procès en qualité d'invités et témoins.

(De notre envoyé spécial au Tribunal)



"LE CHILI VAINCRA"

du peintre chilien patricio Nuñez, arrêté et torturé par la junte pour avoir présenté, à l'Alliance Française de Santiago, une exposition de ses oeuvres avec des thèmes sur la liberté.

**Les dictateurs collaborent pour mieux réprimer leurs peuples**

Le régime d'Hugo BANZER, dictateur bolivien, a informé officiellement que des policiers boliviens suivront des cours de spécialisation au Chili à partir de 1977. On a annoncé à ce sujet que le régime de PINOCHET avait mis à la disposition du chef de la police bolivienne, le colonel Lino PEREZ, un nombre indéterminé de bourses.

("Granma", La Havanne, 22 novembre 1976)

**Le Chili n'est pas seul, il a des amis... et quels amis!**

Pendant une conférence de presse, le président Pinochet a souligné: "le Chili n'est pas seul. Il a des amis". "Nous avons d'excellentes relations avec le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay, l'Argentine et la Bolivie".

("El Mercurio", Santiago, 13 novembre 1976)

**La "Fondation Internationale Lelio Basso" pour le droit et la libération des peuples**

Cette Fondation créée au mois de janvier 1976 à Rome, comme une continuation du Tribunal Russel, a constitué un Centre de Documentation sur l'Amérique Latine: but de son activité est d'acquérir, d'élaborer, d'analyser et de diffuser du matériel de documentation sur les luttes populaires latino-américaines et des mouvements politiques qui les organisent.

Adresse: Fondazione Internazionale - Via Dogana Vecchia, 5 - 00187 ROMA

**Pinochet veut le respect international**

Le dictateur argentin, le général Jorge VIDELA et le fantoche chilien PINOCHET ont signé samedi à Santiago une déclaration commune et seize accords bilatéraux. A cette occasion, le général PINOCHET a exigé dans une allocution le "respect international" pour les régimes militaires d'Amérique du Sud. Ces régimes n'ont pas été fondés par des "Caudillos avides de pouvoir ni par des gouvernements éphémères issus de réactions antidémocratiques", mais ils représentent "une réponse nationaliste de chaque pays en accord avec ses propres problèmes de sécurité et de développement" a affirmé le général PINOCHET.

Le dictateur fasciste chilien a ajouté que les pays concernés sont placés devant la nécessité de combattre la subversion, la violence et le terrorisme. Il a ensuite jugé "illégitime" qu'une quelconque puissance prétende imposer en Amérique du Sud "son propre schéma ou modèle d'organisation politique". Il ne faisait pas allusion aux USA, paraît-il...

("Le Peuple", Bruxelles, 15 novembre 1976)



**Satisfaction du président français pour les mesures du gouvernement chilien**

Sous ce titre publié en première page, le journal "El Mercurio" de Santiago a fait connaître à l'opinion publique chilienne la pensée du président Valéry GISCARD d'Estaing sur la junte fasciste chilienne; exprimée lors de la présentation des lettres de créance du nouveau représentant de Pinochet à Paris:

"Nous entendons continuer la coopération envers votre pays tant dans le domaine culturel que dans celui des sciences et techniques mises au service des hommes"...

"La France tâche de donner l'exemple dans l'ordre international et c'est avec ceux qui défendent le même idéal que les relations sont les plus étroites et fécondes"...

("El Mercurio", Santiago, 11 décembre 1976)

## CHILE VIL SEJRE



Den  
Internationale  
Solidaritet  
Bidrager til  
Sejren

chiles kommunistiske ungdom  
C.A.L.

" LE CHILI VAINCRA "

La solidarité internationale aide à vaincre  
(Copenhague, Danemark)

**Pinochet, la Bolivie, le Pérou et le Brésil**

L'apprenti sorcier géopolitique PINOCHET a clairement montré quels étaient ses véritables intérêts en engageant les négociations pour accorder une issue sur l'Océan Pacifique à la Bolivie au moyen d'un échange territorial.

Le rétablissement des relations entre le Chili et la Bolivie en 1975 a été un triomphe pour la diplomatie brésilienne intéressée à renforcer le bloc de ses satellites en écartant les problèmes entre eux à propos de l'issue sur le Pacifique pour le développement de son commerce avec les pays du sud de l'Asie, le Japon et l'Australie en particulier.

Le gouvernement brésilien avait invité aux cérémonies d'inauguration du président GEIZEL les dictateurs PINOCHET et BANZER pour rendre ainsi inévitable leur dialogue dans un cadre diplomatique et l'accès à la mer pour la Bolivie serait nécessairement accordé.

Ce qui a réellement été mis en jeu par PINOCHET et BANZER depuis les débuts, c'est l'ambition de soutenir leurs structures de pouvoir par le jeu démagogique d'une solution à un problème en attente.

Mais ce n'était pas si simple, car la manoeuvre fut démasquée. En Bolivie, le haut-commandement militaire ne put éviter les protestations à l'intérieur des propres forces armées et des différentes organisations et personnalités civiles qui jugèrent que l'action avait été "l'hypothèque" de la souveraineté du territoire à des conversations où l'avantage de la Bolivie n'était pas évident.

D'après le Traité de 1929 entre le Chili, le Pérou et la Bolivie, dans ce cas précis, le poids de la décision tombait sur le Pérou, ce que PINOCHET savait, mais il provoqua cette situation dans le but évident de créer un climat de tension entre le Pérou et la Bolivie pour en tirer des intérêts et en faire profiter le Brésil en affaiblissant le Pérou dans ses positions anti-impérialistes. La réponse du Pérou contenait une proposition nouvelle qui changea complètement la situation, mettant la junte chilienne dans une position difficile à défaut du Pérou.

Après toute la publicité de la junte chilienne sur l'habileté de PINOCHET, celui-ci doit maintenant donner des explications sur le "faux pas" qu'il a fait en mettant en danger la souveraineté du propre territoire chilien.

("RESISTANCE" Alger, 14 décembre 1976)

## Le Canada et les réfugiés chiliens

Le Premier ministre du Canada, Pierre TRUDEAU, a remercié "l'Association des Chiliens de Montréal" de ses témoignages de gratitude en relation avec la politique du gouvernement envers les réfugiés de cette nation latino-américaine. Dans sa lettre, TRUDEAU a réitéré l'assurance que le Canada, qui a déjà reçu quatre mille réfugiés chiliens et leurs familles, continuera ses efforts pour que les droits humains soient rétablis au Chili.

A propos du traitement donné aux prisonniers au Chili, le Premier ministre affirma que ceci suscitait l'indignation des canadiens et il confirma la résolution de son gouvernement de continuer sa politique envers la jungle.



Le Président Allende construisait  
AVEC LE PEUPLE LA LIBERTÉ  
DU CHILI

## Les "représentants diplomatiques" de la junte... et la DINA... alerte pour les pays démocratiques

"Graduation de diplomates", voilà le titre du journal "El Mercurio" de Santiago.

Dans une cérémonie solennelle qui a eu lieu dans le bulding "Diego Portales" (où Pinochet et le reste de sa clique ont leurs bureaux) 18 élèves du premier cours (première année) de l'académie diplomatique du Chili reçurent leurs diplômes.

La réunion fut présidée par l'amiral Patricio CARVAJAL, ministre des Affaires Etrangères. Le général de la Gendarmerie (Carabineros) E. GORDON et d'autres autorités civiles et militaires y assistaient également.

Le sous-secrétaire des Affaires Etrangères, colonel Enrique VALDES, recueillit le serment et distribua les diplômes aux élèves, qui sont:

Colonel Carlos MARDONEZ Diaz, colonel Jorge DOWLING Santa María, colonel Mario PINEDA Melo, colonel Francisco LAGOS Fortin, capitaine de frégate Franklin GONZALEZ Rodriguez, commandant de groupe Lautaro GREENHILL Morales, lieutenant-colonel Tomas, MANRIQUEZ Nuñez, capitaine de frégate Jorge CONTRERAS Sepulveda, lieutenant-colonel Andrés NUNEZ Morales, capitaine de frégate Humberto LLANOS Morales, lieutenant-colonel Edelberto BOHLE Proschle, lieutenant-colonel Yerko YAKSIC Lavecic, major Hector VILCHES Torres et les civils Lucia SUAREZ Alvarez, Hernan Sanchez Bohmer, Jaime COUTTS Ojeda, Carlos COSTA-NORA, Eugenio CADIZ Benavides. (13 militaires, 5 civils NDLR)

Parmi les prix qui furent attribués aux élèves figure celui de "Défense personnelle", accordé par Carabineros (Gendarmerie).

("El Mercurio", Santiago, 24 décembre 1976)

NDLR. Nous nous demandons si des officiers des forces armées professionnelles peuvent changer totalement leur vocation. N'est-ce pas un autre aspect de la décomposition des forces armées chiliennes où Pinochet est en train de payer des faveurs? Ou bien, c'est une forme un peu voilée d'envoyer des agents de la DINA à travers le monde, protégés par l'immunité diplomatique? Nous attirons l'attention des gouvernements, des organisations et des partis progressistes: Il faut être vigilant pour refuser l'agrégation de ces "diplomates" d'un nouveau genre, car ils ne mentionneront pas leur grade militaire.

SEPTEMBRE 73/SEPTEMBRE 75



## SOLIDARITE AVEC LE CHILI EN LUTTE

Participez à la collecte  
pour les prisonniers politiques  
chiliens  
et leurs familles

France-Amérique Latine TL, rue du Caire, 75002 Paris

Affiche publiée en France

## C.3 SOLIDARITE

### Les travailleurs italiens

La Fédération des Travailleurs Métallurgiques, FLM vient d'éditer un numéro spécial de son Bulletin (56 pages) sur la campagne pour le boycottage des travailleurs à la junte. (Bollettino Settimanale di Informazioni e notizie della Federazione Lavoratori Metallurgici, No 109, Rome)

### Joan Baez chante le Chili

Devant la toute grande foule qui s'était rassemblée à Washington pour rendre un dernier hommage à l'ancien ministre chilien des Affaires étrangères, Orlando LETELIER, assassiné aux Etats-Unis par ordre de la junte, Joan BAEZ a notamment chanté des textes du plus grand représentant de la chanson populaire chilienne, Victor JARA, lui aussi assassiné par les Fascistes.

("Le Drapeau Rouge" Bruxelles, 30 novembre 1976)

Plusieurs pays européens accorderont des visas à des prisonniers politiques chiliens jugés "dangereux" par le gouvernement chilien.

Le gouvernement chilien avait indiqué qu'il libérerait ces dix-huit personnes, qui selon lui "représentent un danger spécial pour la sécurité de l'Etat, lorsque des pays étrangers auront accepté de les recevoir.

(Agence "Belga" nov. 76)

## Ce que signifie le boycottage économique contre la junte

Dans un article publié dans le journal de la junte "La Segunda", de Santiago, le 11 novembre dernier, il est dit par rapport à la discussion du cas Chilien aux Nations-Unies: "On ne rejette pas la possibilité que — dans une action politique concertée — à l'avance — le bloc socialiste proposera l'application de sanctions économiques contre le Chili. La mission chilienne espère cependant que le bon critère s'imposera parmi les autres pays pour éviter cette grande barrière que signifierait le blocus économique".

C'est précisément cette crainte exprimée par les fascistes qui est la meilleure preuve de l'énorme importance qu'un boycottage économique encore plus effectif contre la junte a pour la lutte du peuple chilien.

Il y en a qui disent qu'un boycott contre la junte signifierait un préjudice aux travailleurs. Les faits démentent une telle affirmation.

On soutient qu'un boycottage plus effectif affectera la population par le manque de produits dans le marché.

La vérité est que les habitants du Chili n'achètent pas parce qu'ils n'ont pas de pouvoir d'achat et non pas parce qu'ils manquent de produits.

Au Chili, il y a 800.000 chômeurs qui n'ont aucune possibilité d'acheter le plus indispensable. Ils vivent de la solidarité des amis, des camarades, des parents, des Eglises et des organisations populaires.

La plupart de ceux qui travaillent gagnent un salaire qui leur suffit à peine pour acheter la moitié de ce que sa famille a besoin pour subsister. D'après ce qui a été exposé par dix dirigeants syndicaux dans un document présenté à la Junte, une famille nécessite d'un salaire minimum de 1.640 pesos pour acheter le plus indispensable. Actuellement ce salaire est de 755 pesos. Pendant ces trois années de dictature, le pouvoir d'achat des travailleurs a chuté verticalement. Un ouvrier qui, avant le putsch, gagnait le salaire minimum pouvait acheter 27,2 kilos de pain par jour; aujourd'hui, il peut acheter seulement 5,4 kilos.

On soutient également que le manque d'aide extérieure rendra plus aigus les problèmes du peuple chilien.

La vérité est que la junte n'emploie pas cette aide en faveur du peuple.

En 1974, la junte escompta le plus haut volume de recours financier étranger pour des importations dans toute l'histoire du pays. Le total fut deux fois supérieur à celui des périodes 1970-1972 (période de l'Unité Populaire).

Malgré cela, le Produit National Brut fut inférieur à celui de 1972.

En 1975, l'appui des Etats-Unis, celui des grandes entreprises multinationales et des cercles financiers internationaux permit à la junte d'importer des biens et des services pour près de 2.000 millions de dollars. Cependant, cette année, le Produit Géographique Brut (tout ce que l'on a investi dans le pays) chuta de 40 p.c.

("Ercilla", Santiago, No 2.119, du 10 au 16 mai 1976, page 32).

### L'aide de l'impérialisme

Pendant 1976, la junte a compté aussi avec une importante aide étrangère. Quelques crédits à moyen et à court terme arrivent à près de 500 millions de dollars. D'après le journal "El Mercurio" de Santiago (Edition Internationale du 13 au 19 juin 1976) "les crédits octroyés au gouvernement de Pinochet par les Etats-Unis et les organismes internationaux influencés directement par Washington arrivent déjà à quelques 1.800 millions de dollars".

Pendant cette même année, l'I.T.T. est en train d'aider la junte "à travers un investissement de 25 millions de dollars".

("Ercilla" 2155, du 17 au 23 novembre 1976)

### Malgré cela, la situation du peuple va de mal en pis...

L'explication de ce que nous venons de dire se trouve dans l'emploi que la junte fait des crédits qu'elle reçoit. En premier lieu, elle les utilise pour acheter des armes. D'après le journal britannique "Financial Times" du 19 décembre 1974; "durant cette année 1974, l'investissement officiel pour l'achat d'armements monta à 7 p.c. des devises du pays au lieu des 2 p.c.

traditionnels et pour l'année 1975, la junte envisage d'acheter à l'extérieur 120 millions de dollars, chiffre supérieur aux dépenses assignées pour l'éducation et pour la santé publique dans leur ensemble".

Le journal "El Mercurio", de Santiago, publie quelques nouvelles sur l'achat d'armes pendant 1976. Le 28 mars, il informa d'un achat déjà payé aux USA pour un montant de 122 millions de dollars. Le 11 juillet, il annonça l'achat de 18 avions de chasse-bombardiers à ce même pays. Le 1er août, il écrivait sur l'achat d'avions pour la marine au Brésil.

Une autre façon de gaspiller les crédits est celle de payer les entreprises expropriées et déjà indemnisées légalement pendant le gouvernement de l'Unité Populaire. C'est entre autres le cas du paiement de 125 millions de dollars à l'I.T.T..

On soutient aussi qu'un boycottage plus effectif signifierait plus de chômage pour les travailleurs chiliens.

La vérité est que, sans boycottage et comme résultat de la politique économique de la junte, on a au Chili le plus haut niveau de chômage que l'on ait connu.

La politique de la junte, basée sur la théorie du marché libre, a ruiné l'industrie nationale.

La Société de Fomento Fabril, (équivalent chilien de la Fédération des Entreprises Belges) qui représente les entrepreneurs chiliens, dans un document du mois de mars 1976, signale qu'en 1975, la production industrielle avait diminué de 23,5 p.c. par rapport à celle de 1974 et indiquant que les secteurs les plus affectés furent: produits de caoutchouc — 63 p.c., équipement électrique — 54,4 p.c., fabrication de vitres — 50,6 p.c., ciment — 48,3 p.c., plastiques — 46,2 p.c.



Lithographie publiée par le Solidaritätsskomitee, Chili-Zentrum de R.D.A.

## Les patrons se plaignent aussi

Les dirigeants de l'Association des Industries Métallurgiques affirment au mois de septembre 1976: "Nous ne sommes pas d'accord que l'on encourage les exportations sans aucune discrimination et avec une publicité insolente pour celui qui ne peut pas consommer ce que l'on offre. Nous croyons que les devises devraient s'utiliser pour activer l'industrie nationale, du moment que nous sommes un pays pauvre".

La retraite du Chili du Pacte Andin (fondé par le Venezuela, la Colombie, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie et le Chili) le 30 octobre 1976, représente un autre coup sérieux à l'industrie chilienne et a causé une augmentation du chômage. Cela indique aussi jusqu'à quel point la junte défend les intérêts des entreprises multinationales en préjudice du Chili.

On soutient également que le boycottage signifiera le manque de produits alimentaires pour le peuple chilien.

La vérité est que ceux-ci sont déjà rares à cause de la politique économique de la junte.

D'après l'hebdomadaire fasciste "Qué Pasa", du 23 septembre 1976, la superficie semée de blé a diminué de la façon suivante:

1974: 685.000 ha

1975: 574.000 ha

1976: 450.000 ha.

La revue mensuelle catholique "Mensaje", de mars - avril 1976, signale qu'en 1975 "la production d'élevage de bétail a diminué de 17,8 p.c., la viande de volaille de 60 p.c., la viande de porc de 25 p.c. et la viande de bovins de 24 p.c..

A cela il faut ajouter la diminution des importations d'aliments. Les données rapportées par la Banque Centrale du Chili signalent que: l'importation d'aliments a diminué entre 1975 et 1976 de 361 millions de dollars à 270 millions.

En même temps, la junte démontrant sa totale indifférence pour la faim que subit le peuple chilien a augmenté les exportations agricoles de 25 millions de dollars en 1973 (Unité Populaire) à 115 millions en 1975 et les exportations d'élevage de 1,5 million de dollars en 1973 à 22,4 millions en 1975. ("Ercilla", No 2155, du 13 novembre 1976)

## Solidarité active pour renverser la junte

En conclusion, nous pouvons affirmer que le MANQUE D'UN BOYCOTTAGE A LA JUNTE PROLONGE L'AGONIE ET LES SOUFFRANCES DU PEUPLE CHILIEN.

Dans cette tâche de renverser définitivement la junte, les travailleurs chiliens sont disposés à supporter encore de plus grands sacrifices, qui pourraient résulter du BOYCOTTAGE de la junte, car ils auraient un caractère transitoire.

En disant cela, nous évoquons la figure de cet ouvrier chilien qui, dans une manifestation d'appui au gouvernement du président ALLENDE, en 1973, quand les difficultés économiques redoublaient à cause du boycottage impérialiste et du sabotage de la réaction intérieure, défilait avec une pancarte qui disait: "MIEUX VAUT MANGER UN PAIN DEBOUT, QUE MANGER DU POULET A GENU". (Ivan Ljubetic. Journal "El Dia", Mexico. novembre 1977)

## Les représentants à l'O.N.U. déclarent que la libération des prisonniers politiques constitue une victoire de la solidarité internationale

Des porte-parole de plusieurs pays représentés au sein de l'ONU ont souligné que la libération de 290 prisonniers politiques incarcérés au Chili constituait une nouvelle victoire de la solidarité internationale avec le peuple chilien.

Ils ont cependant relevé que cette mesure ne concernait pas les détenus qui accomplissent une peine pour des raisons politiques; la plupart d'entre eux ont obtenu des visas d'un pays ou d'un autre, mais on ne leur accorde pas le sauf-conduit nécessaire.

Ils ont insisté sur le fait qu'il fallait absolument signaler qu'il y avait dans ce pays, selon diverses organisations de solidarité, 6.000 prisonniers politiques condamnés à plusieurs années de prison par les tribunaux militaires.

Il faut faire connaître le sort réservé à plus de 2.500 disparus, dont plusieurs ont été trouvés morts avec des marques de tortures, ont-ils ajouté.

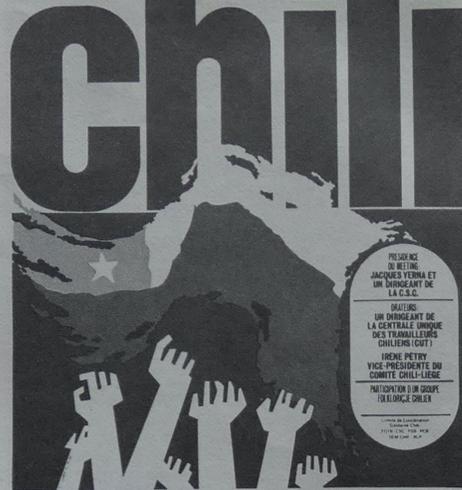
Par ailleurs, ont-ils indiqué, cinq personnes figurant sur la liste des personnes libérées, avaient été maintenues en prison.

("Agence Prensa Latina", New York, 28 novembre 1976)

# MANIFESTATION DE SOUTIEN

JOURNÉE DU 10 SEPTEMBRE  
20 h / PALAIS  
DES CONGRES / LIÈGE

## SOLIDARITÉ



Affiche du Comité de Coordination Solidarité Chili.

R.L.P. Liège - Belgique

## D. INFORMATIONS BELGO-CHILIENNES

### D.1 RELATIONS BELGO-CHILIENNES

#### Des cyclistes belges participent à des compétitions au Chili

Le Belge Eddy SCHEPERS, 20 ans, actuellement champion amateur de Belgique, titre obtenu au mois de mai 1976, à Lembeek, participa au "Tour" organisé par le journal "El Mercurio" de Santiago. Participe également à cette compétition Guido VAN CALSTER, co-équipier de SCHEPERS. L'équipe belge se classa 3ème.

("El Mercurio" International, Santiago, 6 novembre 1976)

#### L'O.B.C.E. propose: commercez avec Pinochet

"Information du Commerce Extérieur", publication de l'Office Belge du Commerce Extérieur, dans son numéro du 5 novembre, propose aux industriels belges de commercer avec le gouvernement de Pinochet. On appréciera. ("Combat", Liège, 11 novembre 1976)

#### Le Parlement belge se préoccupe des agissements de la Gestapo de Pinochet

La semaine dernière à la Chambre, l'ancien ministre Ernest GLINNE (Parti Socialiste Belge) et Mme Geneviève RYCKMANS-CORIN (Parti Social Chrétien) ont, avec l'appui du président du Rassemblement Wallon, M. Paul-Henri GENDEBIEN, ainsi que le député communiste Marcel LEVAUX et Mme Irène PETRY (P.S.B.), ancien secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, interpellé le ministre P.V.V. de la Justice. M. Vanderpoorten sur la présence en

Belgique d'agents des services de sûreté de la junte chilienne (cette gestapo appelée DINA) et sur la nécessité d'adopter des mesures garantissant la sécurité des démocrates chiliens réfugiés en Belgique.

#### Le représentant de la junte fasciste se réjouit de la réponse de M. le ministre de la Justice

A la suite de la réponse de M. Vanderpoorten à l'interpellation des députés, dans laquelle il disait "qu'il n'y avait aucune plainte ou demande de protection de la part des réfugiés chiliens et qu'aucune mesure spéciale n'a été prise". Son Excellence Augusto Marambio Cabrera, ambassadeur du Chili en Belgique, (seul diplomate de carrière, auquel la junte ait maintenu sa confiance immédiatement après le putsch fasciste, et qui se prétend diplomate neutre et "apolitique", au service du Chili et non d'un régime) se réjouit de la réponse fournie à la Chambre par le ministre de la Justice M. Vanderpoorten. Jusqu'à quand va-t-on tolérer dans notre pays des relations

diplomatiques au plus haut niveau avec le Chili actuel, alors que nos partenaires au Marché Commun, l'Italie (démocrate-chrétienne) et la Grande-Bretagne (travailleuse) ont, comme la Suède notamment, retiré leur ambassadeur du pays de Pinochet et abaissé de ce fait le niveau de leurs relations diplomatiques.

("Combat", Liège, 18 novembre 1976)

NDLR. Le représentant de la junte fasciste du Chili en Belgique est un fonctionnaire de carrière. Mais si durant le gouvernement de l'Unité Populaire, qu'il représente en Inde, il avait démontré tant de "patriotisme" comme il le fait aujourd'hui, Pinochet ne l'aurait pas laissé dans le service diplomatique de la junte.

La philosophie de M. MARAMBIO est opportuniste, d'une ambiguïté politique et d'une hypocrisie diplomatique très claire. Nous croyons que celui qui travaille pour la junte fasciste est complice des crimes que celle-ci commet.

Il se croit, ou pour le moins il le dit, être au-dessus de Dieu et du Diable.



# SOLIDARIDAD

STRONDFONDS CHILI GIRO: 3149800  
AMSTERDAM

SOLIDARITE - CHILI

(Publié en Hollande .)

## Les juristes démocrates liégeois et la DINA

L'Association Liégeoise des Juristes Démocrates:

- inquiète par la présence en Belgique de plusieurs membres de la DINA (Police politique du Régime fasciste chilien);
- émue de ce que ces agents jouissent vraisemblablement de la protection diplomatique...
- se félicite de la prise de position unanime des Chambres législatives pour condamner ces activités...
- ("La Wallonie", Liège, 4/5 décembre 1976)

## La Belgique, la Banque Mondiale et le Chili

Le député du Parti Socialiste Belge, M. Ernest GLINNE, à représenté le 23 décembre 1976, la question No 46 qui dit: "La Banque Mondiale est sur le point de prendre une décision concernant le prêt de 50 millions de dollars au gouvernement chilien pour l'année fiscale 1977... Aussi aimerais-je savoir quelle est l'attitude de la Belgique en la matière?"

La réponse du ministre: "En ce qui concerne l'attitude adoptée par les autorités belges à l'égard des deux prêts de la Banque Mondiale au Chili de 25 et 35 millions de dollars, je peux informer l'honorable Membre que celle-ci est restée inchangée depuis février 1976.

Par la bouche de notre administrateur, nous nous sommes opposés à l'octroi des prêts en question. Nous pouvons difficilement accepter un tel financement multilatéral par des institutions internationales au moment où notre aide au développement bilatéral à ce pays est toujours interrompue, sur la base de l'évaluation de l'état actuel insatisfaisant de rétablissement ou du respect des Droits de l'Homme, ce qui d'ailleurs continue à émouvoir une grande partie de notre opinion publique. ("Bulletin des Questions et Réponses" de la Chambre, du 11 janvier 1977)

## Il faut les connaître...

### Dis-moi qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es

M. Raphaël LAGASSE, de nationalité belge et secrétaire général de l'Organisation Internationale des Employés (OIE) dont le siège est à Genève, a déclaré après avoir visité le sous-secrétaire des Affaires Etrangères que selon son opinion, si l'offensive contre la junte recommençait à l'OIE, elle échouerait. ("El Mercurio", Santiago, 15 décembre 1976)

(NDLR. Il semble certain que M. LAGASSE n'a pas eu le temps de se préoccuper des quelques milliers de prisonniers politiques et disparus, dont quelques centaines de syndicalistes et de nombreux employés)

## D.2 SOLIDARITE

### Le Rassemblement Liégeois pour la Paix (R.L.P.) en faveur du peuple chilien

Le R.L.P. a récemment lancé aux organisations et mouvements progressistes un appel de solidarité en faveur du peuple chilien. L'appel se terminait par une motion où les signataires "renouvelaient leur appui au R.L.P. pour le soutien aux peuples en lutte contre le fascisme, comme le Chili". Ils "demandaient au gouvernement belge d'intervenir avec fermeté à l'O.N.U. et à la Communauté Economique Européenne pour la libération de tous les prisonniers politiques et le rétablissement des droits démocratiques au Chili" ainsi que "de rompre les relations commerciales, politiques et économiques avec la junte".

Outre des centaines de signatures individuelles, cet appel a rencontré l'approbation des pouvoirs publics, des mouvements et groupements représentatifs de centaines de milliers de personnes.

Les administrations communales (collèges ou conseils communaux) de Velroux, Forest, Retinne, Ans, Wandre, Chênée, Flémalle-Grand, Montegnée, Grivegnée, Richelle, Ivoc-Ramet, Seraing, Sprimont; ainsi que les bourgmestres de Basècles et de Lixhe et l'échevin des Travaux de Mons-lez-Liège.

Les parlementaires: Gaston Onkelinx, J. Delhaye, Marcel Levaux, Claude Dejardin, Willy Burgeon, Irène Pétry, etc.

Les sections syndicales ou comités d'entreprises: Confédération Générale du Secteur Public (CGSP) communaux et provinciaux de Namur, CGSP Seraing, CGSP Liège-Ville, Athénée d'Esneux, CGSP et FGTB de Verviers, Syndicat de l'Alimenta-

tion de Liège, le congrès extraordinaire de la Fédération des Métallurgistes de Liège, CGSP secteur enseignement de Seraing et de Liège-Ville, la Centrale Générale FGTB, secteur parastataux CGSP de Liège, le SETCa de Liège, les jeunes de la Confédération des Syndicats Chrétiens (C.S.C.) de l'Institut Supérieur de culture ouvrière, le Mouvement Ouvrier Chrétien de Liège et d'Eupen, la Semois de Bohan, l'Addressographic, Cockerill-Espérance-Longdoz, SANECAP, UNIROYAL, Vieille-Montagne.

Les Unions socialistes communales de Waremme, Tilleur, Université de Liège, Ath, Verlainne, Seraing-le-Château, ACEC de Charleroi, Ferrières Xhoris, Comblain-au-Pont, Rotheux, Hermalle-sous-Huy, Jemeppe-sur-Sambre, Namur, Charleroi, Blegny-Trembleur, Frasnes, Hacquegnies.

Le Congrès des Socialistes Wallons.

Les groupements de Jeunes socialistes de Beyne-Heusay, Flémalle-Grande, Flémalle-Haute, Mouscron, le Comité des Jeunes socialistes.

La section de gymnastique de Mouscron, les Pi onniers de Mouscron, la Maison des Jeunes de Mouscron.

Les mouvements de défense de la paix: Association des Vietnamiens patriotes de Belgique, le Centre d'Etudes des pays en croissance, les sections de l'Union belge pour la défense de la paix de Liège, Seraing et Ourthe-Ambève.

Le Comité de Résistance aux nazis d'Eupen.

("La Wallonie" "Le Drapeau Rouge", Liège, 30 novembre 1976)

#### Au congrès du P.S.B.

Le Président du Parti Radical du Chili, Anselmo Sule, a, au congrès national du PSB le samedi 13 novembre à Harelbeke, près de Courtrai, lancé un appel en faveur des démocrates chiliens et dénoncé le fascisme du régime de Santiago. La solidarité internationale, dit-il, restaurera la liberté au Chili. En conclusion, il remercia le PSB qui a contribué à la libération de nombreux prisonniers politiques chiliens.

("Le Peuple", Bruxelles, 15 novembre 1976)

#### Une fresque sur le Chili

Le 4 novembre fut inaugurée à l'Université de Bruxelles, au Foyer culturel de la Cité universitaire, sur un des murs du hall où chaque midi les organisations politiques tiennent leur stand, une fresque qui a pour thème le Chili. C'est l'oeuvre du groupe Art et Travail.

Rappelant que l'art n'est jamais en dehors des problèmes sociaux et politiques, le groupe "Art et Travail" proclame son choix de classe: il a choisi d'exprimer la vie, le travail, les joies, les souffrances, mais aussi la lutte des forces vives de l'humanité.

#### Le Mouvement Chrétien pour la Paix (MOC)

Le MOC a organisé une journée d'informations sur la répression en Amérique Latine, spécialement au Chili. Cette journée s'est déroulée à Herve, dans la salle du Collège Sainte-Thérèse.



NOUS PRIONS NOS LECTEURS, LES COMITES DE SOLIDARITE, LES ORGANISMES ET LES INSTITUTIONS QUI REALISENT DES ACTIONS DE SOLIDARITE DE BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR LES INFORMATIONS SUR LEURS ACTIVITES POUR LES FAIRE CONNAITRE AU PUBLIC BELGE ET INTERNATIONAL.

#### Colloque à Charleroi

Les délégations nationales de plusieurs organisations de jeunes progressistes: Jeunesse Ouvrière Chrétienne - JOC-F; Jeunes Socialistes - J.S.; Jeunesse Communiste de Belgique - JCB; Jeunes Syndicalistes CSC - JCSC; Mouvement Chrétien pour la Paix - MCP; Service Civil International - SCI, ont rappelé dans leur déclaration leur opposition à la présence de l'Ambassade de la Junte chilienne, et demandé au gouvernement belge d'ouvrir d'urgence une enquête sur la présence des tortionnaires de la DINA, en Belgique, sous le couvert de l'immunité diplomatique; ils ont réclamé du gouvernement belge la fermeture de l'Ambassade du Chili à Bruxelles, qui protège, en fait, les agents secrets du régime fasciste chilien.

(Communiqué de presse des organisations signataires)

#### Info Amérique Latine réalisé par le Comité Europe Amérique Latine

Ils sont de plus en plus nombreux en Belgique, les groupes, les mouvements, les organisations qui se préoccupent de la situation en Amérique Latine. Ce n'est plus le domaine réservé d'associations qui, tels CEAL ou de nombreux groupes de solidarité avec tel ou tel pays d'Amérique latine ont pour tâche de nous les faire connaître.

Les mouvements et les partis politiques belges, les groupes d'action culturelle ou sociale découvrent que le problème de l'Amérique latine est aussi le leur, parce qu'il est le nôtre.

Trop de traditions communes nous unissent à ces pays, trop de connivences associent notre gouvernement aux dictatures sanglantes de l'Amérique, soit directement, soit sous l'influence de la politique américaine, soit encore pour soutenir la pénétration de nos entreprises, pour que nous puissions garder le silence sans devenir complices. Dégager les informations de la grisaille derrière laquelle les moyens de communications de masse les rendent insignifiantes, dévoiler la domination à laquelle sont aujourd'hui soumis des peuples entiers et apporter notre solidarité à ceux qui, au péril de leur liberté ou de leur vie et souvent dans l'exil, luttent pour la libération de ces peuples, tels sont les objectifs de ce mois d'animations sur l'Amérique latine.

Ceci est une partie de l'introduction faite par le professeur François RIGAU, président de la ligue pour le Droit et la Libération des Peuples, à une intéressante brochure préparée par le CEAL pour informer l'opinion publique belge et les organismes de solidarité sur les moyens disponibles dans ce pays pour préparer des actes, spectacles, conférences etc; sur les problèmes d'Amérique latine. Les réfugiés chiliens remercient les éditeurs pour l'important effort d'information réalisé. (CEAL - 39, rue du Conseil - Bruxelles)



NOUS NOUS EXCUSONS DES IRREGULARITES QUI SE SONT PRODUITES DANS LA DISTRIBUTION DE NOTRE BULLETIN. NOUS VOUS DEMANDONS DE BIEN VOULOIR NOUS LES FAIRE SAVOIR AFIN DE REGULARISER NOS ENVOIS. NOUS PRIONS EGALEMENT NOS LECTEURS DE NOUS COMMUNIQUER VOS CHANGEMENTS D'ADRESSES.

# MARCHA POR INDOCHINA

## 31 AGOSTO 18 HRS ALAMEDA → EST. CHILE

ENCUENTRO  
"LA JUVENTUD  
Y LOS ESTUDIANTES  
LATINO Y NORTEAMERICANOS  
ACUSAN  
AL IMPERIALISMO:  
SOLIDARIDAD CON  
VIET-NAM  
LAOS  
Y CAMBOYA?"  
31/8 AL 3/9 '71.  
COORDINADOR  
NACIONAL  
DE  
JUVENTUDES  
LIE FMJD.

" MARCHÉ EN FAVEUR DE L'INDOCHINE " quand les Jeunesses Chiliennes pouvaient manifester contre l'impérialisme .

**Si vous voulez aider la Résistance Chilienne de l'intérieur ou soutenir notre Bulletin:**

Abonnement ordinaire  
Prix annuel (10 numéros au minimum)  
250 francs belges (au moins)

Abonnement de soutien  
500 francs belges minimum

à verser au C.C.P. 29210/1067 M.L.  
Banque UCL S.A. Luxembourg  
17, Boulevard Royal à Luxembourg (Grand-Duché)

ou

C.C.P. 000-0810653-24  
du Comité de Coordination Solidarité Chili à 4000 Liège

Avec la mention "Abonnement aux Communiqués du Chili en lutte"

Périodique réalisé avec le concours matériel et technique des Régionales liégeoises des syndicats F.G.T.B. et C.S.C. et le Rassemblement pour la Paix.

**EXPEDITEUR:**  
**"COMMUNIQUEES DU CHILI EN LUTTE"**  
Bulletin mensuel  
Boîte postale no 88  
4000 LIEGE 1 - BELGIQUE